



Assemblée générale

Distr. générale
29 septembre 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-sixième session

22 février-19 mars 2021

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Thomas H. Andrews^{*, **}

Résumé

Le présent rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar est soumis en application de la résolution 43/26 du Conseil des droits de l'homme. Dans ce rapport, le Rapporteur spécial rend compte de la situation des droits de l'homme avant et après le coup d'État militaire et formule des recommandations relatives à la protection et à la promotion des droits de l'homme au Myanmar.

* Le présent document est soumis après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.

** Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, uniquement dans la langue de l'original.



I. Introduction

1. Le coup d'État militaire mené par le général en chef Min Aung Hlaing et des officiers de rang supérieur de l'armée le 1^{er} février 2021 a eu des effets immédiats sur le paysage politique, social et économique du Myanmar et sur les questions relatives aux droits de l'homme fondamentaux. Étant donné la gravité des violations des droits de l'homme liées à la prise du pouvoir par les militaires et compte tenu de la résolution S-29/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 12 février 2021, le corps du présent rapport est principalement consacré aux événements survenus au Myanmar à la suite du coup d'État et rend compte de la situation des droits de l'homme dans ce pays au 1^{er} mars 2021. L'annexe III porte sur la situation des droits de l'homme tout au long de l'année 2020 et jusqu'au coup d'État et aurait constitué le corps du rapport si ce coup d'État n'avait pas eu lieu.

2. Les réunions organisées par le Rapporteur spécial au Myanmar se sont, par nécessité, tenues en distanciel. Dès le premier jour de son mandat, le Rapporteur spécial a officiellement demandé, dans une lettre adressée à la Conseillère d'État, Aung San Suu Kyi, à se rendre au Myanmar. On lui a fait savoir que, en raison de la pandémie, il ne pourrait effectuer une visite de pays. Il a par la suite réitéré cette demande. Bien qu'il n'ait pu se rendre au Myanmar, il a mené des recherches approfondies sur la situation des droits de l'homme dans le pays, avant et après le coup d'État, en s'entretenant à distance avec de multiples et diverses sources, notamment des membres de la société civile, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des militants, des parlementaires de nombreux États Membres, des représentants d'organisations internationales, des membres des milieux diplomatiques, des représentants des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme et des acteurs du monde des affaires. Le Rapporteur spécial est très reconnaissant des précieuses informations et analyses que lui ont fournies tous ses interlocuteurs et tient à souligner que le rapport n'aurait pu être établi sans leur appui.

II. Le coup d'État

3. Le 1^{er} février 2021, l'armée du Myanmar a renversé le Gouvernement civil lors d'un coup d'État illégal. Après s'être proclamée « Conseil administratif de l'État », la junte a commencé à commettre des violations des droits de l'homme, dont des meurtres, des détentions arbitraires, des passages à tabac et probablement des disparitions forcées. Le Conseil administratif de l'État a institué des lois et des politiques visant à supprimer la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et d'association et le droit à la vie privée. Le coup d'État a mis fin au règne du droit au Myanmar.

4. Malgré les menaces proférées par la junte, qui avait notamment annoncé à la télévision nationale que les participants aux manifestations risquaient de « perdre la vie », un mouvement national non violent de désobéissance civile a vu le jour, dépassant les clivages ethniques, religieux et socioéconomiques. Des millions de personnes ont exprimé leur opposition au régime militaire lors de manifestations organisées dans des centaines de cantons.

5. Entre le 1^{er} février et la date de rédaction du présent rapport, la junte a arbitrairement placé en détention plus de 1 200 personnes et en a tué au moins 23. Les affrontements violents et les détentions arbitraires se multiplient à un rythme alarmant. Face à une économie considérablement affaiblie par le puissant mouvement de désobéissance civile, le Président, Min Aung Hlaing, a menacé les fonctionnaires en grève de mesures disciplinaires s'ils ne reprenaient pas le travail. Mais rien n'entame la détermination de la population.

A. Le prétexte des élections

6. Le 8 novembre 2020, des élections nationales ont eu lieu dans l'ensemble du pays. La Ligue nationale pour la démocratie a obtenu la majorité absolue en remportant 396 des 476 sièges, tandis que le Parti pour la solidarité et le développement de l'Union, soutenu par les militaires, en a obtenu 33.

7. Le Parti pour la solidarité et le développement de l'Union a allégué que le scrutin avait été entaché de fraudes de vaste envergure et les militaires ont exigé que la Commission électorale de l'Union du Myanmar enquête sur ces accusations, bien que les observateurs indépendants n'aient signalé aucun élément qui aurait permis d'établir la présence d'irrégularités. Les militaires ont d'abord affirmé qu'il y avait eu 8,6 millions d'irrégularités liées aux listes électorales, puis 10,5 millions, réparties entre 314 cantons, et ont déclaré que ces soi-disant irrégularités auraient pu changer l'issue de l'élection.

8. Le 26 janvier 2021, un porte-parole de l'armée a averti que celle-ci prendrait des mesures si le différend électoral n'était pas réglé, ajoutant que cela ne signifiait ni qu'elle prendrait le pouvoir ni qu'elle ne le prendrait pas. Le commandant en chef, Min Aung Hlaing, a ensuite déclaré que la Constitution pourrait être révoquée, donnant ainsi davantage de raisons de craindre un coup d'État. L'armée a ensuite déployé des véhicules militaires, notamment des véhicules blindés de transport de troupes, dans les rues de Yangon et de Nay Pyi Taw, ainsi qu'en d'autres lieux.

9. Le 28 janvier, la Commission électorale a annoncé qu'il n'existait aucun élément de preuve permettant de corroborer les accusations de fraude généralisée. Elle a déclaré être en train d'enquêter sur 287 plaintes et a reconnu que des noms avaient parfois été inscrits deux fois sur certaines listes mais a souligné que les électeurs ne pouvaient pas voter une deuxième fois après avoir eu le doigt marqué à l'encre indélébile. Rien ne s'opposait plus alors à la mise en place du nouveau Parlement le 1^{er} février.

10. Face à la montée des tensions, des représentants de la Ligue nationale pour la démocratie et de l'armée se seraient entretenus dans les jours précédant le 1^{er} février. Des représentants de l'armée auraient exigé que la convocation du Parlement soit retardée, que la Commission électorale soit dissoute et que les bulletins de vote fassent l'objet d'un nouvel examen mené sous surveillance militaire. Min Aung Hlaing a déclaré publiquement que les déclarations de l'armée sur un éventuel coup d'État et sur la Constitution avaient été mal comprises. Les informations communiquées et les événements qui ont suivi témoignent de l'échec de ces pourparlers.

B. Le renversement du Gouvernement élu

11. Le coup d'État illégal de l'armée a débuté le 1^{er} février à 3 heures du matin, avant que les parlementaires nouvellement élus n'aient pu prêter serment. L'armée a ordonné la fermeture des réseaux de télécommunications dans quasiment l'ensemble du pays, en coupant les services de téléphonie, de messagerie et d'accès à Internet depuis des mobiles. Les militaires ont alors pris le contrôle des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif du gouvernement ; arrêté des dizaines de responsables gouvernementaux, dont la Conseillère d'État, Aung San Suu Kyi, et le Président, Win Myint ; placé en détention des militants ; et assigné à résidence à Nay Pyi Taw des parlementaires dûment élus.

12. Le 1^{er} février, l'armée du Myanmar a invoqué l'article 417 de la Constitution, qui l'autorise à prendre le pouvoir pendant un an si le Président déclare l'état d'urgence face à une situation qui présente un risque pour la souveraineté du pays, pourrait conduire à la dissolution de l'Union ou fait peser une menace sur le maintien de la solidarité nationale. La junte a annoncé la création du Conseil administratif de l'État, dont Min Aung Hlaing était le Président. Elle a ensuite nommé de nouveaux responsables à la tête des ministères, remplacé les membres de la Commission électorale, instauré de nouvelles lois draconiennes et modifié les lois existantes, nommé de nouveaux juges à la Cour suprême et fixé cinq conditions nécessaires à son départ : la reconstitution de la Commission électorale, la lutte contre l'épidémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), l'amélioration de l'économie, le rétablissement de la « paix éternelle » avec les organisations armées ethniques et la tenue d'élections démocratiques¹.

¹ Conseil administratif de l'État, notification n° 1/2021 du 2 février 2021 ; et déclaration de Min Aung Hlaing, en date du 8 février 2021.

13. Quand bien même les élections auraient été entachées de certaines irrégularités, cela ne saurait justifier la déclaration de l'état d'urgence, la saisie des pouvoirs administratifs et le placement en détention de dirigeants civils et de membres de la société civile. Même si l'on considère la portée très générale des termes employés dans la Constitution, des allégations d'irrégularités électorales ne suffisent pas à remplir les conditions qui y sont prévues pour invoquer légalement l'article 417 en vue de déclarer l'état d'urgence, ce qui ne peut être fait que dans des situations susceptibles de conduire à la dissolution de l'Union, à la « désintégration » de la solidarité nationale ou à la perte de la souveraineté. En outre, ces situations doivent être causées par certains types d'actes ou de tentative d'actes, qui sont énumérés, à savoir : insurrection, violence ou recours illicite à la force. Les craintes d'irrégularités liées aux listes électorales ne satisfont pas à ces critères.

14. La prise de pouvoir par l'armée est en outre illégale au regard de la procédure prévue par la Constitution. D'après l'article 417, seul le Président du Myanmar peut déclarer l'état d'urgence et uniquement après avoir consulté le Conseil national de défense et de sécurité. L'armée du Myanmar ayant illégalement évincé le Président Win Myint, celui-ci n'a pu déclarer publiquement quoi que ce soit, et encore moins l'état d'urgence. C'est le Vice-Président Myint Swe, nommé par l'armée, qui a illégalement déclaré l'état d'urgence. En vertu de l'article 421 a), le Président est tenu de demander l'accord du Parlement (« soumettre la question du transfert du pouvoir souverain ») lors d'une session législative ordinaire ou extraordinaire. Cela n'a bien entendu pas été le cas puisque le Parlement avait été dissous.

15. D'après la Constitution de 2008 rédigée par les militaires, le coup d'État est illégal. En prenant le contrôle du Gouvernement, les généraux ont enfreint les règles qu'ils avaient eux-mêmes édictées. Le Conseil administratif de l'État et les mesures qu'il a prises sont donc dépourvus de légitimité.

III. Les habitants du Myanmar exercent leurs droits

16. Le coup d'État militaire a uni la population du Myanmar. Des millions de personnes sont descendues dans la rue dans tout le pays pour réclamer le retour de la démocratie, le respect des droits de l'homme et la fin immédiate de la junte. Parmi les manifestants se trouvent des moines bouddhistes et des dignitaires musulmans marchant côte à côte ; des fonctionnaires de différents secteurs ; des médecins et des infirmières et infirmiers, des travailleurs et des membres de syndicats, des banquiers et des enseignants ; des Karen, des Chin, des Shan, des Kachin et des membres d'autres groupes ethniques ; des personnes très jeunes et des personnes très âgées. Les habitants du Myanmar réclament à juste titre la remise en liberté de la Conseillère d'État, du Président et de tous les prisonniers politiques. Bon nombre d'entre eux exigent une nouvelle constitution qui empêche une fois pour toutes l'armée d'intervenir dans la vie politique. La grande majorité des habitants du Myanmar sont unis dans leur vive opposition au coup d'État et soutiennent fermement le mouvement de désobéissance civile. De nombreux manifestants appartenant à la majorité ethnique birmane ont dit regretter de ne pas avoir reconnu auparavant les atrocités criminelles commises par l'armée contre les minorités ethniques, et en particulier les Rohingyas.

A. Le mouvement de désobéissance civile

17. Le 2 février, le lendemain du coup d'État, des habitants de toutes les régions du pays se sont mis à frapper à l'unisson sur des pots et casseroles – une pratique traditionnelle visant à éloigner les mauvais esprits – à 20 heures pour protester contre la prise du pouvoir par l'armée. Dès le 6 février, un mouvement de désobéissance civile bien organisé, quoique spontané et dépourvu de chef de file officiel, s'était constitué. Des professionnels de la santé, des célébrités, des fonctionnaires, des professeurs d'université, des avocats, des dignitaires religieux et d'autres personnes ont participé à la campagne dès son tout début. La « génération Z » (les moins de 25 ans) a joué un rôle de premier plan dans ce mouvement.

18. Selon les informations reçues par le Rapporteur spécial, des agents du secteur public d'au moins 245 cantons (sur 330), représentant 21 ministères, se sont mis en grève pendant les premières semaines qui ont suivi le coup d'État. Après avoir débuté parmi les professionnels de la santé, la grève s'est ensuite étendue au personnel de nombreux ministères, notamment ceux responsables des chemins de fer, des douanes, du commerce, de l'électricité et de l'énergie, des transports et des communications, ainsi que de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation. Des enseignants, des employés de la banque centrale et d'autres fonctionnaires se sont joints à eux. Dans le secteur privé, les syndicats ont appelé leurs membres à faire grève, et des caissiers de banque, des cuisiniers, des épiciers et des membres d'autres professions ont rejoint le mouvement.

19. Le 19 février, un comité de grève générale opposé à la dictature militaire a été formé dans le but de créer des comités de grève régionaux, de soutenir les participants au mouvement de désobéissance civile et de pérenniser et de coordonner ce mouvement². Les manifestations de rue les plus importantes qui ont suivi le coup d'État – et qui ont probablement aussi été les plus grandes jamais organisées au Myanmar – ont eu lieu le 22 février (date dite des « Cinq 2 »). Selon des estimations non confirmées, des millions de personnes sont descendues dans les rues dans l'ensemble du pays, malgré les menaces de « pertes en vies humaines » proférées par la junte à la télévision la veille³. La population du Myanmar a manifesté de façon pacifique dans au moins 247 des 330 cantons du pays.

20. Le mouvement de désobéissance civile a pratiquement paralysé le fonctionnement de l'État. Selon les informations reçues, les grèves organisées dans presque toutes les sphères de la société, y compris dans le secteur bancaire, auraient considérablement freiné la circulation de liquidités, et les transactions bancaires auraient quasiment cessé. La monnaie nationale, le kyat, s'est dépréciée, ce qui a entraîné une hausse des prix, tandis que de nombreux salariés n'ont pas pu percevoir leur salaire. Les importations de pétrole raffiné sont au point mort.

21. Un manifestant à qui l'on a demandé combien de temps la population pourrait supporter les privations liées aux grèves a répondu qu'elle pourrait les endurer aussi longtemps qu'il le faudrait, en faisant remarquer que la plupart des gens avaient déjà connu des privations et avaient appris à vivre avec. Plusieurs personnes ont déclaré avoir peur d'être blessées, voire tuées, par l'armée pendant les manifestations. Toutes ont cependant dit qu'un retour à une dictature militaire était ce qu'elles craignaient le plus.

22. Un groupe de dirigeants du mouvement de désobéissance civile a présenté cinq revendications et objectifs principaux : a) la libération de toutes les personnes détenues ; b) l'abolition de la dictature militaire ; c) l'obtention de la démocratie ; d) l'établissement d'une union démocratique fédérale ; e) l'abolition de la Constitution de 2008.

B. Le comité représentant la Pyidaungsu Hluttaw

23. Le 4 février, 390 parlementaires dûment élus de la Ligue nationale pour la démocratie ont prêté serment à Nay Pyi Taw, défiant la junte. Ces membres du Parlement ont fait valoir qu'ils se conformaient ainsi à la Constitution de 2008, puisqu'ils avaient déjà reçu officiellement leur lettre d'accréditation de la Commission électorale. En outre, tant que la Constitution de 2008 restait valide, ont-ils déclaré, personne ne pouvait révoquer leur statut de parlementaire. Le lendemain, le 5 février, 15 membres du Parlement ont officiellement créé le Comité représentant la Pyidaungsu Hluttaw pour soutenir le mouvement d'opposition au coup d'État. Le 10 février, deux membres du Parlement appartenant à des minorités ethniques, l'un du Parti démocratique de l'État de Kayah et l'autre du Parti national Ta'ang, ont rejoint le Comité, portant le nombre de ses membres à 17. Les principaux objectifs du Comité consistent à obtenir la libération inconditionnelle des personnes détenues arbitrairement, à remplir les fonctions du Parlement et à former un gouvernement.

² Comité de grève générale contre la dictature militaire, déclaration n° 1/2021, 19 février 2021.

³ Conseil administratif de l'État, déclaration diffusée à la radio et à la télévision du Myanmar (MRTV), 21 février 2021.

24. Les membres du Comité refusent de reconnaître le Conseil administratif de l'État et ont indiqué que le coup d'État ne révoquait pas l'autorité légitime qui leur avait été confiée par le peuple. Le 1^{er} mars, le Comité a déclaré que le Conseil administratif de l'État était une organisation terroriste. Le Comité a appelé la communauté internationale à continuer de reconnaître comme gouvernement légitime du Myanmar le gouvernement dirigé par la Ligue nationale pour la démocratie, auprès duquel il aurait une fonction d'appui. Il a nommé Salai Maung Taing San (connu sous le nom de Dr Sasa), éminent membre du groupe ethnique des Chin, à la fonction d'envoyé spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies, et Htin Lin Aung à celle de représentant spécial pour les relations internationales.

25. Onze assemblées d'État et de région se sont réunies et ont approuvé le Comité (celles de l'État de Kayah, de l'État mon et de l'État rakhine ne l'ont pas fait). Le Comité a également obtenu le soutien de membres importants du mouvement de désobéissance civile, notamment de l'association des avocats du Myanmar et du personnel de santé.

26. Le 15 février, le Conseil administratif de l'État a émis des mandats d'arrêt visant tous les membres du Comité en vertu de l'article 505 b) du Code pénal et Min Aung Hlaing a qualifié le Comité de gouvernement parallèle. Les 17 membres du Comité vivent toujours dans la clandestinité.

27. S'adressant à l'Assemblée générale lors d'une réunion informelle tenue le 26 février, le Représentant permanent du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies, Kyaw Moe Tun, a condamné sans équivoque l'armée et le coup d'État. Dans ce qu'il a présenté comme un message du Comité, il a appelé les États Membres et l'ONU à prendre les mesures les plus fermes possibles pour mettre un terme aux actes de violence et de brutalité commis par les forces de sécurité contre des manifestants pacifiques, et mettre immédiatement fin au coup d'État militaire⁴. La télévision d'État du Myanmar a annoncé le lendemain que Kyaw Moe Tun avait été démis de ses fonctions, déclarant qu'il avait trahi le pays. Au 1^{er} mars, l'ONU continuait de reconnaître Kyaw Moe Tun comme Représentant permanent du Myanmar.

IV. Les violations des droits commises par le Conseil administratif de l'État

28. La junte a répondu aux manifestations non violentes et pacifiques par des meurtres, des passages à tabac, des détentions arbitraires massives, des intimidations (notamment la menace susmentionnée, diffusée à la télévision d'État) et la répression systématique des droits civils et politiques. Les manifestations et les grèves de grande ampleur se poursuivent.

A. Meurtres

29. Le Rapporteur spécial a reçu des informations crédibles selon lesquelles, au 1^{er} mars, les forces de sécurité du Myanmar avaient tué au moins 23 personnes. Il souligne en outre qu'au moment de la rédaction du présent rapport, on commence à en savoir plus sur les opérations de répression meurtrières menées à l'échelle nationale le 3 mars, des informations crédibles mais restant à confirmer faisant état d'au moins 38 personnes tuées au cours de cette seule journée. Tous les meurtres commis depuis le coup d'État constituent des violations du droit international et bon nombre d'entre eux sont décrits ci-après en étant replacés dans le contexte dans lequel les forces de sécurité de la junte les ont commis.

Une adolescente tuée à Nay Pyi Taw

30. Le 8 février 2021, Min Aung Hlaing s'est adressé au peuple du Myanmar en direct à la télévision pour la première fois depuis le coup d'État illégal. Il a souligné que l'armée prenait le contrôle de l'État pour des raisons inévitables et bâtirait un système démocratique

⁴ « Myanmar Ambassador to UN denounces military coup, as envoy warns democratic processes have been “pushed aside” », ONU Info, 26 février 2021.

authentique et discipliné⁵. Le même jour, la junte a interdit les rassemblements publics de plus de cinq personnes et imposé un couvre-feu de 20 heures à 4 heures du matin dans tous les cantons du pays, en invoquant l'article 144 du Code de procédure pénale⁶.

31. Le 8 février, la police du Myanmar a utilisé des canons à eau contre les manifestants et tiré des balles en caoutchouc directement sur eux, notamment à Nay Pyi Taw.

32. Le 9 février, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue dans plus de 300 villes et bourgades du Myanmar. À Nay Pyi Taw, une étudiante de 19 ans se trouvait parmi les manifestants qui réclamaient le retour à un gouvernement civil. Quand la police a actionné un canon à eau en direction d'un grand groupe de manifestants, elle et sa sœur se sont réfugiées derrière un arrêt d'autobus. Le Rapporteur spécial a visionné des séquences vidéo sur lesquelles on peut voir la victime, portant un casque et tournant le dos à la police, s'effondrer soudainement. Lorsque sa sœur a retiré le casque de la victime, du sang et ce qui semble être une blessure à l'arrière du crâne sont apparus.

33. La sœur de la victime et d'autres personnes l'ont rapidement transportée à l'hôpital général de Nay Pyi Taw. Selon le médecin qui l'a soignée, la victime avait été touchée à la tête par une balle réelle, la blessure était mortelle, et elle était en état de mort cérébrale. Un médecin présent sur les lieux a rapporté que des militaires avaient tenté de transférer la victime dans un hôpital militaire afin, selon lui, de dissimuler les preuves de ce qui s'était passé, mais il a réussi à faire valoir qu'elle devait rester où elle se trouvait du fait de la gravité de sa blessure. Le médecin vit maintenant dans la clandestinité, par peur des répercussions de la junte.

34. Dans une déclaration, la junte a nié toute responsabilité, affirmant que la police ne portait que des armes anti-émeute le 9 février et que la balle retrouvée dans le cerveau de la victime ne correspondait pas aux munitions utilisées par la police. Le Rapporteur spécial a vu des photographies montrant un membre de la police du Myanmar posté à proximité de la victime en train de pointer une version d'un Uzi israélien produite au Myanmar, ce qui réfute l'affirmation selon laquelle la police n'aurait utilisé que du matériel anti-émeute.

35. Lors d'une réunion du Conseil administratif de l'État tenue le 23 février, le chef de la junte, Min Aung Hlaing, a également nié qu'un meurtre avait été commis. Dans les comptes rendus publiés, Min Aung Hlaing semblait attribuer la responsabilité des faits à la victime, en affirmant qu'elle avait participé à des émeutes. Il a répété la fausse affirmation selon laquelle la police n'aurait utilisé que des balles en caoutchouc.

36. L'anniversaire de la victime tombait deux jours après qu'elle a été fauchée par une balle. Sa famille a décidé une semaine plus tard de faire débrancher l'appareil qui la maintenait en vie. Elle est décédée le 19 février. Des milliers de personnes se sont jointes à son cortège funèbre.

Trois hommes et un adolescent tués à Mandalay

37. Le 19 février, alors que le mouvement de désobéissance civile et la grève générale continuaient à prendre de l'ampleur, les fonctionnaires (dockers) du chantier naval Yadanarbon de Mandalay, géré par le gouvernement, se sont mis en grève, ce qui a empêché le départ d'un navire. La police du Myanmar est intervenue, en essayant de contraindre les dockers à reprendre le travail. Les habitants des environs se sont rapidement rassemblés pour protester contre la mobilisation de la police, laquelle a alors attaqué les manifestants. Le Rapporteur spécial a visionné une vidéo montrant la police en train de charger les manifestants et de tirer sur eux. Selon des informations communiquées depuis Mandalay le 20 février, les forces de sécurité du Myanmar ont tiré plus de 100 fois sur des manifestants, y compris à balles réelles.

⁵ Télévision d'État du Myanmar, initialement à l'adresse suivante : <https://www.facebook.com/523763414336156/posts/3858998297479301/?sfnsn=mo>.

⁶ « Section 144 of Criminal Procedure imposed in Nay Pyi Taw territory and townships in states/regions », *Global New Light of Myanmar*, 10 février 2021.

38. Parmi les personnes qui ont essuyé les tirs se trouvait un jeune de 16 ans. Il travaillait sur un marché local, où les vendeurs l'appelaient « petit garçon », et avait pour ambition de gagner suffisamment d'argent pour acheter un téléphone portable et une moto. Il s'était joint aux manifestants le 20 février, lorsque le groupe était arrivé au marché où il travaillait. Le Rapporteur spécial a visionné des séquences vidéo et des photos de nombreuses personnes qui cherchaient à s'abriter des tirs. Quelques instants après que les manifestants se sont mis à l'abri, on voit le garçon gisant sur le sol, avec une grande blessure mortelle à la tête causée par balle. Le Rapporteur spécial a également visionné une vidéo montrant la victime transportée vers un centre de triage des patients improvisé dans un monastère, où du personnel médical bénévole soignait des personnes présentant des blessures par balle béantes. Les soignants ont rapidement déterminé que le garçon était mort et lui ont couvert le visage d'un drap rouge.

39. Le même jour, les forces de sécurité ont également tiré à balles réelles sur un homme de 36 ans – mari, père et charpentier – qui manifestait contre les tentatives des forces de sécurité de mettre fin à la grève des dockers. Le Rapporteur spécial a visionné des photos de l'homme prises immédiatement après qu'il a reçu une balle à l'abdomen. Il est mort dans l'ambulance qui le conduisait à un hôpital.

40. Un troisième homme a été atteint à la jambe par un tir des forces de sécurité le 19 février à Mandalay. Il est mort le 23 février alors qu'il était détenu par la junte. La junte maintient qu'il est décédé de la COVID-19, mais selon des informations crédibles que le Rapporteur spécial a reçues, la mort de cet homme pourrait être due au refus délibéré de soigner sa blessure à la jambe pendant sa détention. Cette mort pourrait constituer non seulement un meurtre, mais aussi un acte de torture. Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a précédemment souligné qu'il a été établi dans de nombreuses décisions du Comité contre la torture et d'autres organes de contrôle que la torture pouvait être commise par omission⁷.

41. Le Rapporteur spécial a vu des photographies montrant des soldats de la 33^e division d'infanterie légère qui participaient à la riposte des forces de sécurité contre les manifestants à Mandalay le 20 février, y compris des soldats munis de fusils de précision. Selon des experts de la sécurité, les divisions d'infanterie légère, dont la 33^e division, peuvent être déployées en tant qu'unités mobiles sous la supervision directe du commandant en chef. La 33^e division d'infanterie légère s'est déjà livrée à des violations des droits de l'homme et a notamment été impliquée dans des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et des violences sexuelles commises contre des civils rohingya dans l'État rakhine en 2017, et contre des civils dans l'État kachin et dans le nord de l'État shan.

42. Selon le personnel médical présent à Mandalay le 19 février, les forces de sécurité ont blessé au moins 40 personnes, par balle dans la plupart des cas.

Un homme tué à Yangon

43. Le 12 février, dans le cadre d'une amnistie générale, le Conseil administratif de l'État a libéré plus de 23 000 prisonniers qui avaient été reconnus coupables de crimes. Après leur remise en liberté, le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses informations faisant état d'agressions et de vols, ainsi que de cas non vérifiés d'incendie criminel et de vandalisme. Dans un cas en particulier, enregistré sur vidéo, des habitants du canton de Sanchaung, à Yangon, ont arrêté quatre personnes qui ont déclaré avoir été payées pour s'introduire dans des habitations la nuit.

44. Du fait des craintes tout à fait justifiées d'agressions et d'activités criminelles commises par des agents présumés de la junte, de raids nocturnes menés par la police et d'arrestations arbitraires, des comités de surveillance des quartiers ont vu le jour dans l'ensemble du pays. Les voisins se communiquent des renseignements sur les déplacements de soldats et de la police, ainsi que sur la présence d'individus inconnus. Lorsqu'ils repèrent dans leur quartier des membres de la police ou des personnes qui pourraient s'en réclamer, les habitants tapent sur des pots et des casseroles pour avertir leurs voisins.

⁷ A/HRC/13/39/Add.5, par. 31.

45. Dans une banlieue de Yangon, l'une de ces sentinelles bénévoles de quartier était un homme de 30 ans, marié et père d'un enfant de 5 ans. Le 20 février, il montait la garde lorsque la police est arrivée à la suite d'une dispute qui l'avait opposé à un groupe de sympathisants de l'armée. Selon les témoins, il a demandé à des policiers arrivés sur les lieux dans une voiture de police banalisée pourquoi ils se trouvaient dans le quartier. Les policiers l'ont alors injurié et auraient tiré trois coups de feu, dont un à la tête qui l'a tué sur le coup. Le Rapporteur spécial a vu des photographies de la victime mortellement blessée à la tête. D'après les informations reçues, l'autopsie a permis d'établir que la balle était entrée à l'arrière de la tête et était ressortie par l'œil droit, ce qui indique qu'il a été abattu de dos. La police aurait refusé d'ouvrir une enquête.

Au moins 18 personnes tuées à Yangon, Dawei, Mandalay, Myeik, Bago et Pokokku le 28 février 2021

46. Le 22 février, la junte a déclaré publiquement à la télévision d'État : « Les manifestants incitent maintenant la population, en particulier les adolescents et les jeunes au tempérament émotif, à s'engager sur la voie des affrontements, qui entraîneront des pertes en vies humaines. ». Le 25 février, des contre-protestataires soutenus par l'armée se sont livrés à de violentes attaques contre des manifestants, notamment à Yangon, poignardant et frappant des personnes non armées lors de scènes de chaos dans les rues de la ville. Puis, à partir de la soirée du 25 février, les forces de sécurité du Myanmar ont intensifié la répression. La police de Yangon a chargé les manifestants sans avertissement et a utilisé du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc, tactiques qui avaient déjà été mises en œuvre en dehors de Yangon.

47. Le 28 février, les forces de sécurité du Myanmar ont considérablement renforcé leur usage de la force létale contre les manifestants dans au moins six villes du pays. Le Rapporteur spécial a reçu des informations crédibles faisant état de meurtres, impliquant notamment des policiers et des militaires qui avaient tiré sur plusieurs centaines de manifestants dans la ville de Dawei, située dans le sud-est du pays, ainsi que sur des manifestants prenant la fuite à Mandalay, tuant ainsi au hasard une femme qui marchait dans la rue. Des policiers et militaires avaient aussi pris pour cible des manifestants à Yangon, en en tuant certains.

48. Ces homicides les plus récents montrent que les forces du Myanmar se livrent désormais à des meurtres systématiques dans l'ensemble du pays. Il est peu probable que des forces de sécurité présentes en différents lieux aient pu commettre ces meurtres le même jour sans l'assentiment expresse des plus hauts responsables de la junte, dont Min Aung Hlaing. À mesure que des enquêtes sont menées, les personnes les plus haut placées le long de la chaîne de commandement doivent, conformément au droit international, être aussi tenues responsables.

B. Emploi disproportionné de la force

49. Le Rapporteur spécial a visionné des dizaines de vidéos et d'images sur lesquelles on voyait les forces de sécurité du Myanmar faire un usage excessif de la force, notamment en frappant brutalement des personnes non armées, en utilisant illégalement des armes à létalité réduite telles que des lance-pierres, des balles en caoutchouc et des canons à eau, et en tirant à balles réelles pour disperser des manifestations et procéder à des placements en détention. Des actes de violence ont été perpétrés contre des manifestants et des fonctionnaires en grève au moins à Myitkyina et Waingmaw, dans l'État de Kachin ; à Nay Pyi Taw ; dans de nombreux lieux de la Région de Mandalay ; à Mawlamyine, dans l'État mon ; à Myawaddy, dans l'État kayin ; à Myaungmya, dans la Région d'Ayeyarwady ; et à Yangon.

50. Par exemple, la police de Mandalay a, quasiment dès le début du coup d'État, autorisé le recours à une force excessive. Selon une note de la police de Mandalay datée du 3 février, authentifiée comme telle, les policiers ont reçu pour instruction de « tirer » sur les manifestants « avec un fusil anti-émeute de calibre 12 dans le cas d'un seul manifestant » et

« avec un fusil anti-émeute de 38 mm dans le cas d'une foule de manifestants »⁸. Rien n'est mentionné dans la note en ce qui concerne la protection du droit de réunion pacifique. En plus des morts et des blessés par balle du 28 février et de ceux du chantier naval de Yadanarbon, la police de Mandalay a attaqué de nombreuses autres personnes, dont un homme de 21 ans atteint d'infirmité motrice cérébrale qu'elle a passé à tabac. Sur une vidéo visionnée par le Rapporteur spécial, on voit un groupe de policiers assener de violents coups de matraque à cet homme non armé.

51. À partir du 25 février, des agents provocateurs soutenus par l'armée s'en sont également pris à des manifestants, tout particulièrement à Yangon. Le Rapporteur spécial a reçu des informations crédibles selon lesquelles de violents contre-manifestants avaient bénéficié de l'appui des forces de sécurité et de groupes affiliés à l'armée. Plus précisément, il semble que la police ait enlevé les barricades d'un lieu de protestation à Yangon, facilitant ainsi les affrontements violents avec les manifestants prodémocratie. Des contre-manifestants violents seraient arrivés dans certains quartiers de Yangon à bord d'autobus appartenant à Myanmar Economic Holdings Limited, un conglomérat appartenant à l'armée. Le Rapporteur spécial a reçu de multiples informations, dont certaines étaient corroborées par des vidéos et des photos, selon lesquelles des agents provocateurs avaient agressé et poignardé des manifestants prodémocratie en plein jour à Yangon, le 25 février, sans que la police n'intervienne.

52. Le Rapporteur spécial a reçu des séquences vidéo du 27 février montrant les forces de sécurité et des individus en civil en train de frapper brutalement des manifestants non armés à Monywa, dans la région de Sagaing. Outre les massacres, les violences perpétrées le 28 février ont entraîné au moins 30 blessures causées par une force excessive, notamment des blessures par balle non mortelles.

C. Détentions arbitraires

53. Au moment de la rédaction du présent rapport, la junte avait détenu arbitrairement plus de 1 200 personnes depuis le début du coup d'État. Parmi les prisonniers politiques figurent des membres de la Ligue nationale pour la démocratie, des parlementaires, des membres de la Commission électorale, des militants politiques, des membres de la société civile, des fonctionnaires, des journalistes, des avocats, des enseignants, des infirmiers, des étudiants et des célébrités. La junte a lancé des mandats d'arrêt contre au moins 32 autres personnes, qui auraient ensuite pris la fuite. Au moment de la rédaction du présent rapport, les autorités ont reconnu coupables au moins quatre des 900 personnes placées en détention et les ont condamnées à des peines allant de sept jours à deux ans de prison.

54. Depuis le coup d'État, la police, l'armée, les autorités en civil et les agents du Département de l'administration générale, comme les administrateurs de canton et de quartier, ont tous procédé à des détentions arbitraires.

55. Les forces de sécurité ont détenu arbitrairement des personnes arrêtées pendant des manifestations ou à leur domicile, lors de perquisitions nocturnes illégales qu'elles avaient effectuées sans avertissement ni mandat et parfois en leur bandant les yeux. Une fois ces personnes placées en détention, les forces de sécurité ont confisqué leurs téléphones, les privant de fait de toute communication avec l'extérieur, et notamment avec leur famille et leur avocat. Dans la très grande majorité des arrestations, il n'a été fait part d'aucun chef d'accusation. La plupart des familles de détenus n'ont reçu aucune information des forces de la junte quant à l'état général de leurs proches ou l'emplacement où ils se trouvaient. Bon nombre de ces détentions peuvent donc s'apparenter à des disparitions forcées.

Groupes particuliers

56. *Ligue nationale pour la démocratie.* La Conseillère d'État, Aung San Suu Kyi, le Président, Win Myint, et la quasi-totalité des membres du Comité exécutif central de la Ligue nationale pour la démocratie seraient détenus. Aung San Suu Kyi et Win Myint auraient tous

⁸ Fortify Rights, « Myanmar : rescind order to use force against protesters, protect basic freedoms », 5 février 2021. Accessible à l'adresse suivante : www.fortifyrights.org/mya-inv-2021-02-05/.

deux comparu devant un tribunal par vidéo interposée les 16 février et 1^{er} mars. Aung San Suu Kyi a été inculpée au titre de la loi sur la gestion des catastrophes naturelles pour avoir soi-disant enfreint les restrictions liées à la COVID-19 alors qu'elle faisait campagne ; au titre de la loi sur les importations et les exportations pour possession de talkies-walkies ; au titre de l'article 67 de la loi sur les télécommunications pour possession d'un appareil de télécommunication sans licence ; et au titre de l'article 505 b) du Code pénal pour incitation aux troubles de l'ordre public. Win Myint a été inculpé en vertu de la loi sur la gestion des catastrophes naturelles et de l'article 505 b) du Code pénal. La prochaine audience aurait été fixée au 15 mars dans un cas comme dans l'autre. De nombreuses autres figures de la Ligue nationale pour la démocratie ont été inculpées, certaines ayant été présentées à un juge lors d'audiences secrètes sans avoir eu accès à une représentation en justice. La police du Myanmar a également effectué des descentes nocturnes dans les bureaux et au siège du parti, notamment le 9 février, et a confisqué son système informatique. La junte s'emploie à démanteler systématiquement la direction et le parti de la Ligue nationale pour la démocratie.

57. *Fonctionnaires et organisateurs de manifestations.* Les forces de sécurité du Myanmar ont procédé à de nombreuses arrestations arbitraires d'organiseurs à l'échelle locale du mouvement de désobéissance civile. Elles ont placé en détention des fonctionnaires, y compris des médecins, des avocats, des policiers, des enseignants et des membres du personnel du Ministère des affaires étrangères et du Ministère du plan, des finances et de l'industrie, entre autres.

58. *Commission électorale de l'Union du Myanmar.* Les forces de sécurité ont placé en détention des hauts fonctionnaires de la Commission électorale ainsi que des fonctionnaires de rang intermédiaire et inférieur de nombreux États et régions.

59. Ces détentions arbitraires massives constituent des violations des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui disposent respectivement que nul ne peut être arbitrairement arrêté et détenu ; que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle ; et que toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

60. Au moment de la rédaction du présent rapport, les familles des personnes placées en détention le 1^{er} février sont sans aucune information sur l'état général et le lieu de détention de leurs proches depuis près de quatre semaines. Lorsqu'une personne est détenue par des acteurs étatiques, ou avec leur acquiescement, et qu'il n'y a pas de reconnaissance officielle ou d'informations sur l'état général de cette personne et l'endroit où elle se trouve, on considère qu'il s'agit d'une disparition forcée⁹. Compte tenu de l'absence prolongée de communication et d'information sur le sort des personnes placées en détention au Myanmar, il est fort probable qu'il s'agisse de disparitions forcées massives.

D. Restrictions des droits civils et politiques inscrites dans la loi

61. Depuis que l'armée a illégalement pris le pouvoir, le Conseil administratif de l'État a promulgué des décrets draconiens en modifiant les lois existantes, en établissant de nouvelles dispositions réglementaires et en imposant sa volonté aux entreprises de télécommunications, le tout de manière illégitime et au mépris des droits de la population à la liberté d'expression, à la liberté de réunion pacifique et d'association et à l'accès à l'information.

Liberté d'expression

62. L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme protège le droit à la liberté d'expression. Pour que les restrictions imposées au droit à la liberté d'expression soient légales, elles doivent être prévues par la loi et appliquées uniquement dans des circonstances particulières pour protéger les droits et la réputation d'autrui, ou pour

⁹ Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, art. 2, et www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26842&LangID=E.

sauvegarder la sécurité nationale, l'ordre public ou la santé ou la moralité publiques, et être nécessaires et proportionnées. Par proportionnalité, il faut entendre, entre autres, que l'on a recours aux moyens les moins restrictifs possibles pour atteindre l'un des objectifs légitimes susmentionnés.

63. Depuis le 1^{er} février, le Conseil administratif de l'État a illégalement imposé de nouvelles lois à la population du Myanmar en vue de restreindre très fortement sa liberté d'expression. Même avant le coup d'État, plusieurs lois du pays portaient atteinte au droit à la liberté d'expression, et elles sont maintenant invoquées avec une fréquence extrêmement préoccupante pour justifier des détentions.

64. Les nouvelles lois et celles qui existaient déjà n'ont pas été rédigées avec suffisamment de précision pour que les habitants puissent comprendre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas ; elles sont trop vagues et trop générales pour répondre à des objectifs légitimes en ce qui concerne la restriction de la liberté d'expression, et elles prévoient des peines de prison disproportionnées.

Code pénal

65. Sans y être habilité, le Conseil administratif de l'État a apporté de nombreuses modifications au Code pénal afin de faire subir de lourdes conséquences à toute personne qui critique la junte ou exprime des avis que celle-ci a déclarés contraires à la vérité. La junte a modifié les articles 121, 124 et 505 a) du Code pénal, en introduisant de lourdes sanctions et des peines de prison plus longues pour les infractions suivantes : a) inciter à agir ou agir contre les services de défense ou les forces de l'ordre (peine maximale de vingt ans) ; b) avoir l'intention d'amener un agent de l'État à ne plus respecter le Gouvernement ou d'entraver l'exercice de ses fonctions (peine maximale de sept ans) ; c) susciter ou avoir l'intention de susciter la peur parmi un groupe de citoyens ou parmi le public en général (peine maximale de trois ans) ; d) diffuser ou avoir l'intention de diffuser de fausses nouvelles (peine maximale de trois ans) ; e) commettre ou avoir l'intention de commettre une infraction pénale contre un agent du Gouvernement ou inciter, directement ou indirectement, quelqu'un à commettre une telle infraction.

66. Ces nouveaux articles et ces modifications du Code pénal ont pour effet de réduire au silence toute critique de la junte et d'ériger de fait en infraction pénale les activités des manifestants. Toute personne qui s'exprime contre la junte militaire peut avoir à répondre de ces propos sur le plan pénal. Les modifications apportées au Code pénal peuvent s'appliquer à dessein aux fonctionnaires qui rejoignent le mouvement de désobéissance civile, à ceux qui les encouragent à le faire et à ceux qui leur apportent un soutien à cette fin.

67. La junte a en outre recours aux dispositions draconiennes existantes du Code pénal pour réprimer la liberté d'expression. Par exemple, l'article 505 b) du Code pénal interdit les propos susceptibles de « faire peur au public ou l'alarmer » ou qui conduisent autrui à troubler « la tranquillité publique ». La junte s'est servie de l'article 505 b) pour détenir au moins 45 personnes depuis le coup d'État.

Loi sur les transactions électroniques

68. Le 9 février, le Conseil administratif de l'État a présenté un projet de loi sur la cybersécurité qui a suscité de vives critiques de la part des prestataires de services de télécommunications. Au lieu de faire adopter ce projet de loi, le Conseil a soudainement annoncé, le 15 février, l'apport de modifications illégitimes à la loi sur les transactions électroniques de 2004.

69. Ces modifications reprennent les dispositions problématiques du projet de loi portant sur l'utilisation des communications électroniques par les particuliers et constituent une menace supplémentaire pour la liberté d'expression et le droit à la vie privée des habitants du Myanmar. Plus précisément, l'une des modifications apportées érige en infraction pénale la diffusion en ligne de « fausses informations » (que l'on peut traduire également par « fausses nouvelles ») et de « désinformation » (que l'on peut traduire également par « infox ») visant à susciter la panique du public, une perte de confiance ou des divisions sociales, et prévoit une peine maximale de trois ans de prison pour une telle infraction.

70. La loi ne définit pas les expressions « fausses informations » ou « fausses nouvelles », « désinformation » ou « infox », « panique du public », « perte de confiance » ou « divisions sociales », laissant le Conseil administratif de l'État les interpréter à sa guise. Cette disposition pourrait en pratique permettre à la junte de condamner quiconque écrit ou publie en ligne des informations qu'elle désapprouve ou juge menaçantes. La loi érige également en infraction pénale le fait de diffuser en ligne des informations à caractère personnel sans le consentement des individus concernés, qui est passible d'une peine maximale de trois ans, et le fait d'accéder sans autorisation à des informations dans le but de nuire aux relations étrangères, qui est passible d'une peine de trois à sept ans de prison. En vertu de ces deux dernières dispositions, des personnes pourraient, par exemple, faire l'objet de sanctions pénales pour avoir communiqué des informations sur des violations présumées des droits de l'homme commises par des membres des forces de sécurité du Myanmar ou du Conseil administratif de l'État, ou pour avoir corroboré et présenté à la communauté internationale des cas de violation des droits de l'homme.

71. La loi sur les transactions électroniques confère aux forces de sécurité un pouvoir de surveillance considérable et les fait bénéficier de très vastes dérogations à la protection des données à caractère personnel lorsqu'elles s'emploient à détecter des atteintes à la cybersécurité et des cas de cybercriminalité concernant la stabilité, la tranquillité et la sécurité nationale de l'État, à enquêter à ce sujet et à organiser les informations qui s'y rapportent. Les termes « stabilité », « tranquillité » et « sécurité nationale » ne sont pas définis dans la loi, ce qui laisse à la junte une latitude et un pouvoir entiers pour obtenir les données de son choix sur n'importe quel habitant du Myanmar. Ces dispositions n'imposent aucune obligation en matière de mandat et ne fixent pas non plus de limites quant à la quantité ou au type de données que les forces de sécurité peuvent obtenir, ce qui constitue une violation des lois et normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Liberté d'expression et Internet

72. L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme protège le droit à la liberté d'expression, y compris le droit de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. Le Conseil administratif de l'État restreint fortement la liberté d'expression de la population du Myanmar et tente de faire obstacle au mouvement de désobéissance civile et à la circulation d'informations en direction de la société civile en bloquant de façon répétée l'accès à Internet.

73. Les militaires ont interrompu pour la première fois les télécommunications en tout début de matinée le 1^{er} février, en même temps que se déroulait le coup d'État, et l'accès à Internet est resté partiellement perturbé pendant la plus grande partie de la journée. Dans des directives émanant du Ministère des transports et des communications, il a ensuite été demandé aux prestataires de services de bloquer l'accès à Facebook, qui, au Myanmar, constitue la principale utilisation d'Internet pour une grande partie de la population. Dans les jours qui ont suivi, l'accès à d'autres réseaux sociaux, comme Instagram et Twitter, a été bloqué et la junte a ordonné des coupures de l'accès à Internet dans l'ensemble du pays.

74. Depuis le 15 février, la junte a imposé tous les jours de 1 heure à 9 heures du matin, dans l'ensemble du pays, des coupures de l'accès à Internet comparables à un couvre-feu. Pendant ces interruptions nocturnes, les connexions à Internet sont, à l'échelle nationale, de 12 à 14 % environ du niveau normal atteint en journée, car des utilisateurs de Mytel et de certains réseaux privés virtuels déclarent pouvoir encore se connecter. Ces fermetures assurent l'impunité des forces de sécurité, qui procèdent à des arrestations et à de violents actes de répression tout au long de la nuit, et empêchent la population de se mobiliser de façon légale. Au moment de la rédaction du présent rapport, la junte avait désactivé l'accès à Internet dans l'ensemble du pays pour la quinzième nuit de suite. Si l'accès à Internet est généralement entièrement rétabli à partir de 9 heures, les réseaux sociaux et certains sites Web, tels que Wikipédia, sont soumis de jour à des restrictions de plus en plus importantes.

75. Les interdictions générales d'accès à Internet de nuit, visant à affaiblir le mouvement de désobéissance civile et à dissimuler des placements en détention nocturnes illégaux, ne sont pas proportionnées, nécessaires ou légitimes (voir par. 62 ci-dessus).

76. Le Conseil des droits de l'homme a déclaré condamner sans équivoque les mesures visant à empêcher ou à perturber intentionnellement l'accès à l'information ou la diffusion d'informations en ligne en violation du droit international des droits de l'homme. Les interdictions générales imposées par la junte en matière d'accès à Internet et de liberté d'expression doivent faire l'objet d'une telle condamnation.

Liberté de presse

77. La liberté de la presse, déjà malmenée avant le coup d'État, est mise en péril depuis le 1^{er} février. Les forces de sécurité ont détenu arbitrairement au moins 30 journalistes depuis le coup d'État. Le 11 février, elles ont arrêté un journaliste indépendant qui est détenu au secret depuis son arrestation. Le 14 février, dans l'État kachin, les militaires ont placé en détention cinq journalistes de plusieurs organismes de presse du Myanmar. Ils n'ont été libérés le lendemain qu'après avoir été contraints de signer un document par lequel ils attestaient qu'ils n'enfreindraient pas l'article 144 du Code de procédure pénale. Le 26 février, les forces de sécurité ont détenu un journaliste japonais à Yangon, avant de le relâcher quelques heures plus tard. Les forces de sécurité ont détenu arbitrairement d'autres journalistes le 1^{er} mars.

78. En plus de ces détentions arbitraires, des journalistes ont également été victimes d'intimidations et de harcèlement de la part de représentants de l'État et d'agents en civil. À Mandalay et à Yangon, les forces de sécurité et des agents provocateurs soutenant l'armée ont attaqué des journalistes à coups de bâton et de matraque. À Nay Pyi Taw et à Yangon, les forces de sécurité ont tiré des balles en caoutchouc et des balles réelles sur les manifestants ; un journaliste a été touché dans le dos par une balle en caoutchouc. De nombreux journalistes sont entrés dans la clandestinité, sont placés sous la surveillance de la junte ou renoncent ouvertement à pratiquer leur métier. Les arrestations, les détentions et les intimidations de journalistes risquent d'avoir de graves effets dissuasifs.

79. Enfin, les restrictions de la liberté d'expression et de réunion imposées par la junte portent atteinte aux droits des journalistes. Le couvre-feu imposé de 20 heures à 4 heures du matin en vertu de l'article 144 restreint la liberté de circulation des journalistes et leur capacité à rendre compte des arrestations effectuées tard dans la nuit. La coupure de l'accès à Internet imposée entre 1 heure et 9 heures du matin, qui limite l'accès à Facebook, à Twitter et aux sites Web des médias, empêche également les journalistes de recevoir et de transmettre sans restriction des informations.

80. Le 11 février, le Ministère de l'information a publié une directive à l'intention des journalistes pour les avertir de ne pas qualifier le Conseil administratif de l'État de « Gouvernement issu du coup d'État », de « gouvernement militaire » ou de « conseil militaire » en arguant que le Conseil avait légitimement pris le pouvoir. Le Conseil a souligné qu'il poursuivrait bientôt en justice ceux qui continueraient à employer ces termes interdits. Quarante organismes de presse indépendants du Myanmar ont publié une lettre dans laquelle ils faisaient part de leur refus de répondre à cette demande, qui portait à leur avis atteinte à leur droit à la liberté de reportage et de diffusion.

Droit à la vie privée

81. L'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance et que toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes. En modifiant les lois existantes, la junte s'est assurée de pouvoir procéder à des perquisitions et à des saisies quasiment sans aucune limite, ce qui est contraire au droit à la vie privée.

Modification de la loi sur la protection de la vie privée et de la sécurité des citoyens

82. Le 13 février, le Conseil administratif de l'État a modifié, sans autorisation adéquate, la loi relative à la protection de la vie privée et de la sécurité des citoyens, en supprimant des dispositions essentielles qui, en théorie du moins, conféraient à la population du Myanmar une protection fondamentale contre les perquisitions, les saisies et la surveillance abusives, ainsi que contre les détentions arbitraires d'une durée indéfinie. En supprimant ces mesures

de protection, la junte donne aux forces de sécurité la caution législative nécessaire pour : a) détenir des personnes indéfiniment sans avoir à obtenir l'autorisation d'un tribunal (suspendant ainsi l'*habeas corpus* au Myanmar) ; b) s'introduire au domicile d'une personne à des fins de perquisition, de saisie ou d'arrestation ; c) surveiller ou espionner tout citoyen, ou enquêter sur lui, comme bon leur semble ; d) intercepter des communications ; e) exiger ou obtenir des opérateurs de télécommunications des données à caractère personnel provenant de communications téléphoniques ou électroniques ; f) ouvrir, examiner, saisir ou détruire la correspondance privée d'une personne ; g) s'immiscer dans les affaires personnelles ou familiales d'une personne ; h) saisir ou détruire les biens d'une personne. La Constitution et le Code de procédure pénale continuent d'interdire un grand nombre de ces activités.

Modification de la loi sur l'administration des quartiers et des villages

83. Le 13 février, le Conseil administratif de l'État a apporté des modifications illégitimes à la loi sur l'administration des quartiers et des villages, en rétablissant une disposition de cette loi que le Gouvernement de la Ligue nationale pour la démocratie avait abrogée et qui obligeait les habitants à déclarer à l'administration de leur canton les invités qu'ils hébergeaient, dont le déplacement et la visite devaient ainsi être soumis à autorisation. Le rétablissement de cette obligation de déclaration, ainsi que le droit que les administrateurs de canton avaient déjà de faire des perquisitions dans les domiciles pour s'assurer du « maintien de l'ordre » et du respect de la « discipline », ont pour effet de violer le droit à la vie privée et confèrent au Conseil administratif de l'État des pouvoirs considérables en matière de perquisition et de saisie. En outre, parmi les modifications apportées à la loi figure une disposition permettant aux fonctionnaires des cantons de demander l'autorisation à la junte de remplacer les administrateurs élus des quartiers et des villages.

Droit de réunion pacifique et d'association

84. Comme cela a été précédemment souligné, le Conseil administratif de l'État a promulgué le 8 février un décret d'urgence interdisant les défilés, les manifestations et les rassemblements de cinq personnes ou plus dans les lieux publics, ainsi qu'un couvre-feu de 20 heures à 4 heures du matin. La junte a rendu ce décret en vertu de l'article 144 du Code de procédure pénale, qui permet à un magistrat de prendre un décret d'urgence ordonnant à toute personne de ne pas accomplir un certain acte s'il « considère que cette instruction est susceptible de prévenir, ou tend à prévenir, une obstruction, une nuisance ou un préjudice corporel, ou un risque d'obstruction, de nuisance ou de préjudice corporel, pour toute personne employée légalement, ou un danger pour la vie, la santé ou la sécurité humaines, ou un trouble de la tranquillité publique, ou une émeute, ou une rixe ». D'après l'article 188 du Code pénal, le non-respect d'un tel décret est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à six mois de prison.

85. L'interdiction de portée extrêmement vaste des rassemblements de plus de cinq personnes et le couvre-feu nocturne imposés par la junte constituent des violations du droit de réunion et d'association pacifiques inscrit à l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

86. Comme pour la liberté d'expression, la junte invoque des dispositions de portée trop générale qui existaient avant le coup d'État pour détenir des personnes sans respecter leur droit de réunion pacifique. Du 1^{er} au 25 février, la junte a arrêté au moins 15 personnes au motif qu'elles avaient organisé une manifestation contre l'armée, en citant l'article 19 de la loi sur les rassemblements et les manifestations pacifiques. L'article 19 érige en infraction pénale le fait de manifester sans en avoir obtenu l'autorisation au préalable, les comportements susceptibles de « mettre à mal le gouvernement » ou des biens publics ou privés ou de polluer l'environnement, et les propos ou comportements susceptibles « de porter atteinte au pays ou à l'Union, à la race ou à la religion, à la dignité humaine et aux principes moraux ». L'emploi de ces termes indéfinis et trop généraux est contraire au droit de réunion pacifique, étant donné qu'ils ne sont pas suffisamment précis pour permettre aux habitants du Myanmar d'adapter leur comportement en conséquence, et parce que les lois confèrent un pouvoir discrétionnaire illimité ou très étendu aux agents de l'État chargés de les appliquer.

87. La junte a encore restreint la liberté de réunion et d'association en interdisant la plupart des syndicats. Les syndicats contribuent pour beaucoup à mobiliser les travailleurs en vue de leur participation à la grève générale du mouvement de désobéissance civile. Le 26 février, la junte a annoncé qu'elle avait interdit (sans y être habilitée) à au moins 16 syndicats d'exercer leurs activités au motif qu'ils n'avaient pas été enregistrés conformément aux modalités de la loi sur la constitution de syndicats et a menacé de les poursuivre en justice s'ils ne respectaient pas cette interdiction. Le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses informations selon lesquelles des dirigeants syndicaux se cachaient, la police et l'armée effectuant des perquisitions à domicile, maison par maison.

V. Le conflit armé, la protection des civils et les déplacements depuis le coup d'État

88. Le Rapporteur spécial a reçu des informations crédibles faisant état d'affrontements entre l'armée du Myanmar et des organisations armées ethniques, ainsi que d'attaques au mortier et par armes à feu menées quotidiennement par l'armée contre les minorités ethniques dans les États kayin, shan et kachin. Le 20 février, l'équipe de coordination du processus de paix, qui regroupe les 10 organisations armées ethniques signataires de l'accord de cessez-le-feu national, a publié une déclaration dans laquelle elle condamnait le coup d'État, appelait à la libération des dirigeants civils et annonçait la suspension de tout dialogue politique avec l'armée du Myanmar.

89. Depuis le coup d'État, l'armée du Myanmar a multiplié les attaques contre des zones peuplées de civils dans les villages kayin. Dans les semaines qui ont précédé et suivi le coup d'État, ces attaques ont contraint plus de 7 000 civils, dont environ 5 000 dans les cantons de Butho, Dwelo et Luthaw, dans le district de Papun, et 1 500 dans les cantons de Mone et Lerdoh, dans le district de Nyaunglebin, à quitter leur foyer. Depuis le coup d'État, les attaques de l'armée du Myanmar ont déplacé environ 3 500 civils kayin, qui auraient fui pour éviter les bombardements fréquents et par peur d'être soumis au travail forcé. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles l'armée du Myanmar renforçait ses troupes et son approvisionnement dans la région, des camions ayant acheminé plus de 100 cargaisons de fournitures dans le nord de l'État kayin.

90. Depuis le coup d'État, le Rapporteur spécial a reçu des informations faisant état d'affrontements armés ayant eu lieu dans plusieurs cantons de l'État shan, notamment Kyaukme, Hsipaw, Muse et Namtu. Ces combats ont entraîné le déplacement de 2 290 personnes depuis le 1^{er} février. Il s'agissait notamment d'affrontements entre l'armée du Myanmar et le Conseil de restauration de l'État shan/l'Armée de l'État shan dans le canton de Hsipaw, entre l'armée du Myanmar et le Parti du progrès de l'État shan/l'Armée de l'État shan dans le canton de Muse, et entre le Conseil de restauration de l'État shan/l'Armée de l'État shan et les forces alliées du Parti du progrès de l'État shan/l'Armée de l'État shan et l'Armée de libération nationale Ta'ang dans les cantons de Hsipaw, Namtu et Kyaukme. Lors des combats ayant eu lieu à Kyaukme le 15 février, un obus qui s'est abattu sur un village a tué une femme, enceinte de huit mois, et un homme, et blessé six civils.

91. Le 5 février, des combats entre l'armée du Myanmar et l'Armée de l'alliance démocratique nationale du Myanmar ont tué neuf civils et en ont blessé huit, dont des enfants, dans les cantons de Lashio et de Laukkaing, situés dans le nord de l'État shan.

92. Depuis le coup d'État, l'armée du Myanmar aurait à de multiples reprises attaqué l'Armée de l'indépendance kachin – qui n'a jamais signé l'accord national de cessez-le-feu – dans le canton de Muse, qui se trouve dans le nord de l'État shan. Le Rapporteur spécial a reçu des informations faisant état de combats ayant eu lieu les 10, 21, 22 et 26 février, et notamment de tirs de mortier et d'une offensive terrestre de l'armée du Myanmar, y compris la 99^e division d'infanterie légère. Un homme du canton de Muse aurait été tué le 21 février par des éclats d'obus.

93. Des habitants de localités de l'État rakhine ont fait part de leurs inquiétudes quant à des violences liées au mouvement national de protestation, car de petites manifestations auraient été organisées en faveur du coup d'État à Sittwe et d'autres auraient eu lieu contre le coup d'État à Ann, Thandwe, Taungup et dans d'autres endroits. Début février 2021, des

représentants de l'armée du Myanmar ont visité des camps d'internement du canton de Sittwe, où les autorités ont enfermé plus de 125 000 civils rohingya depuis 2012. Des représentants de l'armée ont rencontré les comités de gestion des camps et leur ont demandé de faire savoir aux personnes déplacées qu'elles ne devaient participer à aucune manifestation et que des mesures seraient prises à leur encontre si elles le faisaient. L'armée a également ordonné aux comités de gestion des camps de Sittwe de veiller à ce que les mesures de confinement liées à la COVID-19 soient respectées et d'empêcher toute personne extérieure d'accéder aux camps.

94. L'Armée arakanaise ne s'est pas prononcée publiquement sur le coup d'État. Après près de deux ans de conflit armé, les combats qui opposaient l'Armée arakanaise et l'armée du Myanmar ont en grande partie cessé après les élections générales du 8 novembre 2020. On dénombre cependant toujours des victimes civiles, et en particulier des décès et des blessures causés par les mines terrestres. Le 4 février, un garçon de 14 ans a été tué et deux autres garçons blessés par la déflagration d'un engin explosif dans le canton de Buthidaung, et le 17 février, un homme aurait été blessé par l'explosion d'une mine terrestre dans le canton d'Ann.

95. Au 7 février, plus de 101 000 personnes étaient toujours déplacées dans les États rakhine et chin en raison des combats qui opposaient l'armée du Myanmar et l'Armée arakanaise. Un peu plus de 24 000 d'entre elles étaient inaccessibles du fait de l'insécurité et des restrictions d'accès. Le conflit connaissant une accalmie prolongée depuis début novembre, les partenaires du secteur humanitaire étudient les possibilités de se rendre auprès de ces personnes.

96. L'Armée unifiée de l'État wa – la plus grande organisation ethnique armée du pays – a fait preuve d'un silence notable pendant la crise actuelle.

VI. Les conséquences sur l'accès humanitaire

97. Le coup d'État militaire a entravé à de nombreux égards l'acheminement d'aide humanitaire dans les États peuplés de minorités ethniques. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'armée n'avait pas encore donné de nouvelles instructions ni imposé de règles supplémentaires concernant l'accès humanitaire. Les difficultés d'accès préexistantes ne s'étaient cependant pas résorbées.

98. La plus grande partie de l'aide humanitaire apportée aux personnes déplacées de l'État kayin provient de prestataires de services locaux qui, d'après les informations reçues par le Rapporteur spécial, ont besoin d'un soutien logistique plus important, en prévision notamment d'une offensive militaire attendue de la part de l'armée du Myanmar contre les villages de l'État kayin.

99. Dans les zones de conflit du nord de l'État shan, l'aide humanitaire est principalement dispensée par des organisations non gouvernementales nationales et des organisations de la société civile. C'est principalement grâce aux partenaires locaux qu'une aide immédiate continue d'être apportée aux personnes nouvellement déplacées par les affrontements entre l'armée du Myanmar et les organisations armées ethniques. Certains travailleurs humanitaires signalent cependant qu'il est difficile de retirer de l'argent des banques pour apporter une aide en espèce aux nouvelles personnes déplacées.

100. Depuis le coup d'État, la plupart des organisations humanitaires ont temporairement limité les activités menées par leur personnel dans l'État kachin. Les travailleurs humanitaires présents sur place font également état de difficultés à obtenir des liquidités auprès des banques, et le ralentissement ou les interruptions des communications – par téléphone et par Internet – nuisent à la gestion à distance des activités. Certains craignent que l'accès aux zones non contrôlées par le Gouvernement fasse l'objet de nouvelles restrictions ou soit même complètement bloqué.

101. Certaines organisations ont pu maintenir les communications dans leurs zones d'intervention, notamment dans les États rakhine, chin et kayin, l'État kayah et les régions de Bago et Tanintharyi. Les travailleurs humanitaires y sont parvenus grâce aux mécanismes de protection communautaires déjà établis, ainsi qu'en coopérant avec les partenaires du

secteur humanitaire présents dans les villages, les camps de personnes déplacées et les sites de déplacement.

102. Dans l'État rakhine, les organisations humanitaires ont progressivement recommencé à apporter une aide vitale aux civils rohingya, rakhine et chin, après avoir brièvement attendu de voir comment la situation allait évoluer. Les partenaires du secteur de l'alimentation et de la santé ont été parmi les premiers à rétablir les services. La procédure d'autorisation de voyage, déjà très contraignante, est maintenue et les partenaires s'attendent à des retards en la matière après le coup d'État.

103. Dans l'État rakhine, plusieurs organisations humanitaires de la société civile ont déclaré avoir interrompu depuis le coup d'État les activités prévues dans le cadre de leurs programmes, afin d'évaluer les risques et de garantir la sécurité de leur personnel. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les partenaires humanitaires internationaux ont confié de plus grandes responsabilités aux partenaires nationaux et aux organisations de la société civile. Les organisations de la société civile et les travailleurs humanitaires nationaux seront exposés à des risques plus élevés.

104. En outre, le mouvement de désobéissance civile de plus en plus important a de multiples effets, y compris sur les opérations humanitaires. Des fonctionnaires de services gouvernementaux et ministères essentiels ont rejoint le mouvement, ce qui a ralenti les procédures administratives, notamment l'examen des demandes d'autorisation de voyage, la délivrance de visas et d'autorisations d'entrée, et l'approbation des listes de passagers des vols de secours humanitaires. Le Ministère de la santé et des sports et de nombreux hôpitaux fonctionnent avec des effectifs restreints. Les perturbations du secteur bancaire ont également entraîné une crise d'illiquidité qui se répercute sur les opérations et les programmes des organisations.

VII. Les conséquences sur le droit au retour

105. Lors de la vingt-neuvième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme, qui s'est tenue le 12 février, la junte a affirmé qu'elle poursuivrait les efforts visant à rapatrier les Rohingya du Bangladesh et qu'elle chercherait à faire revenir « instantanément » ceux qui étaient déplacés dans le centre de l'État rakhine. En réalité, rien n'indique que les civils rohingya déplacés par les atrocités de masse en 2012, 2016 et 2017 aient maintenant plus de possibilités qu'auparavant de rentrer chez eux pour reconstruire leur vie. Il en va de même pour les civils rakhine et chin déplacés par les conflits armés de ces dernières années. En outre, dans les conditions actuelles, un rapatriement rapide des Rohingya dans l'État rakhine ne pourrait probablement pas être durable ni se faire avec leur libre consentement et dans la sécurité et dans la dignité.

106. La junte aurait l'intention de fermer les camps de personnes déplacées de l'État rakhine, à commencer par Kyauk Ta Lone, dont la fermeture est prévue depuis longtemps. Ce projet n'est pas conforme aux normes internationales, car il ne permettra pas aux personnes déplacées de retourner chez elles ou dans leur lieu d'origine. Les autorités se contenteront au contraire de déplacer les occupants du camp en les installant dans des logements situés au même endroit tout en leur interdisant de travailler.

VIII. Les réactions de la communauté internationale face au coup d'État

A. Les États Membres et organisations internationales

107. De nombreux pays et organisations internationales ont condamné sans réserve le coup d'État mais seul un nombre limité d'entre eux ont pris des mesures concrètes visant à faire

pression sur la junte militaire et ses intérêts économiques¹⁰. Le Canada, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont imposé des sanctions visant les dirigeants militaires actuels et leurs prédécesseurs qui sont soit directement responsables du coup d'État, soit associés à la junte, comme ceux qui siègent au Conseil administratif de l'État. La Nouvelle-Zélande a suspendu toute relation politique et militaire de haut niveau avec le Myanmar. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Union européenne avait annoncé qu'elle était sur le point d'imposer des sanctions mais ne l'avait pas encore fait.

108. Au 2 mars, les intérêts économiques de l'armée n'avaient fait l'objet de pratiquement aucune sanction de la part des États Membres, à l'exception des États-Unis, qui avaient pris des mesures contre deux filiales minières appartenant au conglomérat militaire Myanmar Economic Holdings Limited et avaient bloqué l'accès à 1 milliard de dollars de fonds détenus par l'État du Myanmar. Le Royaume-Uni a annoncé qu'il suspendait temporairement toute promotion des échanges commerciaux avec le Myanmar tandis qu'il révisait sa stratégie en matière de commerce et d'investissement dans ce pays. Les États Membres ont également commencé à se renseigner plus en détail sur les programmes de formation et les projets de développement qu'ils mènent au Myanmar afin de déterminer qui en bénéficie véritablement. Les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Suisse ont soit suspendu, soit réaffecté les financements prévus afin de s'assurer que la société civile bénéficie d'une aide, tandis que l'Union européenne a mis à l'arrêt son programme de formation de la police, qui existait depuis 2016. La Norvège a pour l'instant cessé de verser au Myanmar l'aide qu'elle lui accordait à titre bilatéral, dont le montant devait s'élever à environ 8 millions de dollars pour l'année 2021. Le Japon envisage également de suspendre son aide au développement.

109. Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé l'ajournement des décaissements visant à financer ses opérations au Myanmar et la mise en place d'un suivi renforcé des projets déjà en cours¹¹.

110. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a publié le 1^{er} février une déclaration commune dans laquelle elle encourageait la poursuite du dialogue, la réconciliation et le retour à la normale conformément à la volonté et aux intérêts du peuple du Myanmar¹². Elle a de nouveau exprimé cette position le 2 mars, la Malaisie demandant séparément la libération rapide et inconditionnelle des dirigeants politiques, dont Aung San Suu Kyi et Win Myint¹³. Le Ministère des affaires étrangères de Singapour a qualifié d'« inexcusable » la violence dont les forces de sécurité avaient fait preuve à l'égard de civils non armés et a indiqué que si la situation continuait à se détériorer, cela aurait de graves conséquences sur le Myanmar et la région¹⁴. Le 24 février, la Thaïlande a accueilli le Ministre des affaires étrangères du Myanmar nommé par l'armée, qui s'est entretenu avec le Ministre des affaires étrangères et le Premier Ministre thaïlandais et a ainsi noué les premières relations de la junte avec un pays étranger depuis le coup d'État. La Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a également rencontré le représentant de la junte en Thaïlande. Elle a fait part de l'intention de l'Indonésie d'entretenir des relations avec toutes les parties, y compris le comité représentant le Pyidaungsu Hluttaw¹⁵.

¹⁰ Voir l'annexe I pour un tableau présentant les sanctions économiques et la suspension de l'aide décidées par les États Membres depuis le coup d'État.

¹¹ « Developments in Myanmar », déclaration, 19 février 2021. Accessible à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/news/statement/2021/02/01/developments-in-myanmar.

¹² Accessible à l'adresse suivante : <https://asean.org/asean-chairmans-statement-developments-republic-union-myanmar/>.

¹³ Voir <https://asean.org/storage/FINAL-Chairmans-Statement-on-the-IAMM.pdf> et www.pmo.gov.my/wp-content/uploads/2021/03/YAB-PM-MEDIA-STATEMENT_MYANMAR.pdf.

¹⁴ « MFA spokesperson's comments on the situation in Myanmar », 20 février 2021. Accessible à l'adresse suivante : www.mfa.gov.sg/Newsroom/Press-Statements-Transcripts-and-Photos/2021/02/20210220-mfa-spokesperson-comment-myanmar.

¹⁵ « Press briefing on the outcome of the visit to Bangkok », 24 février 2021. Accessible à l'adresse suivante : <https://kemlu.go.id/portal/en/read/2192/berita/minister-for-foreign-affairs-of-indonesia-press-briefing-on-the-outcome-of-the-visit-to-bangkok>.

B. Les milieux d'affaires internationaux

111. Le mouvement de désobéissance civile et les organisations internationales de défense des droits de l'homme ont lancé des campagnes internationales en vue d'obtenir l'adoption de sanctions visant le Conseil administratif de l'État et l'armée du Myanmar et ses intérêts commerciaux. La plupart de ces organisations demandent instamment que les sanctions soient sélectives, de manière à nuire le plus possible à la junte et à ses intérêts économiques et le moins possible à la population du Myanmar, notamment en ce qui concerne l'accès de cette dernière aux vivres, à l'eau, aux vêtements et aux soins médicaux. Avant le coup d'État, la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar avait conclu sans équivoque que le fait d'entretenir des relations commerciales avec l'armée du Myanmar, ou toute entreprise qui lui était liée, était incompatible avec la protection ou la promotion des droits de l'homme.

112. Depuis le coup d'État, un nombre croissant d'entreprises internationales ont annoncé des modifications importantes de leurs opérations au Myanmar¹⁶. Kirin Holdings, partenaire de Myanmar Economic Holdings Limited dans le cadre d'une coentreprise, a fait part de son intention de mettre fin à ces opérations communes. TRD Singapore, une société qui vend des équipements anti-drones, a annulé ses ventes au Myanmar et a fait savoir qu'elle ne fournirait plus de tels produits à l'armée. Vero, une société de relations publiques présente en Indonésie, au Myanmar, en Thaïlande et au Viet Nam, a confirmé qu'elle ne représenterait plus les entreprises appartenant à l'armée. Korean Air Cargo a décidé de quitter le complexe de luxe de la Myawaddy Bank, qui appartient à Myanmar Economic Holdings Limited, pour s'installer dans de nouveaux locaux. Invoquant des raisons de sécurité, Puma Energy, qui exploite le plus grand site d'importation de carburant du Myanmar et une coentreprise de carburéacteur avec l'entreprise publique Myanmar Petroleum Products Enterprise, a suspendu toutes ses activités. La société australienne Woodside Petroleum a annoncé qu'elle retirait son équipe de forage du Myanmar, après avoir dans un premier temps qualifié le coup d'État de « problème transitoire »¹⁷. D'autres, comme le fabricant d'acier Posco International, dont le siège se trouve en République de Corée et qui possède une coentreprise avec Myanmar Economic Holdings Limited, ont exprimé leur inquiétude et envisagent de suivre l'exemple de Kirin Holdings¹⁸.

113. Facebook a pris des mesures visant à limiter la diffusion de contenus par l'armée en interdisant sur les réseaux Facebook et Instagram toutes les pages contrôlées par les médias étatiques, l'armée du Myanmar et les militaires, ainsi que les publicités payantes des entreprises liées à l'armée. L'interdiction ne porte toutefois pas sur les pages des entreprises ayant des liens avec l'armée.

IX. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

114. Les habitants du Myanmar ont vu leur gouvernement illégalement renversé et font face à la répression brutale d'un régime militaire autoritaire. Ils se sont cependant mobilisés en constituant un front d'opposition puissamment uni malgré la diversité des éléments qui le composent. Le mouvement de désobéissance civile non violente s'avère remarquablement efficace, les aspirations démocratiques indéfectibles du peuple lui conférant une force intrinsèque. De fait, le Myanmar semble n'avoir jamais été aussi uni.

¹⁶ On trouvera à l'annexe II un tableau décrivant le retrait des individus et des entreprises internationales des activités économiques liées à l'armée depuis le coup d'État.

¹⁷ Sonali Paul, « Australia's Woodside CEO says Myanmar coup won't affect exploration plans », Reuters, 19 février 2021.

¹⁸ Business & Human Rights Resource Centre, « Posco's response », 15 février 2021. Accessible à l'adresse suivante : www.business-humanrights.org/en/latest-news/poscos-response/.

115. L'avenir du Myanmar dépend certes de son peuple mais la communauté internationale doit agir de manière urgente et décisive pour soutenir ce dernier. On ne pourrait imaginer d'enjeu plus important. Le Rapporteur spécial espère que la communauté internationale se montrera à la hauteur de ce moment historique en suivant l'exemple et l'inspiration du peuple du Myanmar, et que la justice, la dignité et les droits de l'homme prévaudront.

B. Recommandations

116. Le Rapporteur spécial recommande à la junte militaire :

- a) De cesser de faire usage d'une force excessive et létale contre le peuple du Myanmar ;
- b) De respecter le droit de réunion pacifique et d'association du peuple du Myanmar ;
- c) De renoncer au pouvoir dont elle s'est emparée par un coup d'État illégal ;
- d) De libérer, sans condition, toutes les personnes qui sont détenues illégalement, de mettre fin aux persécutions et aux poursuites dont sont victimes les habitants du Myanmar qui exercent leurs droits de l'homme et de permettre au Parlement légitime, démocratiquement élu, de se réunir et de former un gouvernement ;
- e) D'accorder à ceux qui fournissent une aide humanitaire et une aide au développement un accès immédiat, sûr et sans entrave à toutes les populations dans le besoin et de permettre à tous les habitants du Myanmar, y compris les minorités ethniques, de se déplacer sans restrictions inutiles et notamment d'accéder librement aux services et aux moyens de subsistance ;
- f) De permettre aux observateurs des droits de l'homme, notamment au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar et à l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, de bénéficier d'un accès sans restriction ;
- g) De mettre définitivement fin à la persécution des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des autres personnes qui exercent leur droit à la liberté d'expression, et de libérer toutes les personnes détenues pour des activités légitimes ; d'abandonner toutes poursuites motivées par des considérations politiques et contraires aux droits de l'homme, et notamment aux droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association ; de veiller à ce que tout préjudice psychologique ou physique causé à ces personnes donne lieu à des réparations.

117. Le Rapporteur spécial recommande à l'armée du Myanmar et aux organisations armées ethniques :

- a) De cesser de déployer des forces militaires dans les zones contestées et d'observer un cessez-le-feu à l'échelle nationale ;
- b) De mettre fin aux violations des droits des civils, notamment aux meurtres, qu'ils soient ciblés ou commis sans discernement, aux viols, aux incendies criminels, aux déplacements forcés, au travail forcé et aux dommages causés aux biens de caractère civil et aux cibles non militaires ;
- c) De garantir le plein accès des acteurs humanitaires aux personnes en difficulté auxquelles ils apportent une aide vitale, d'établir à l'intention des agents humanitaires un mécanisme d'autorisation de voyage plus prévisible et plus efficace et de permettre aux médias et aux observateurs des droits de l'homme d'accéder librement aux zones en proie aux conflits et à la violence et de rendre compte de leurs constatations.

118. Le Rapporteur spécial recommande à l'ONU :

a) De convoquer d'urgence le Conseil de sécurité afin d'évaluer la situation au Myanmar, y compris l'escalade des violences commises par les forces de police et de sécurité contre le peuple du Myanmar, et d'invoquer le pouvoir que lui confère le chapitre VII de la Charte des Nations Unies afin :

i) D'imposer un embargo mondial sur les armes ;

ii) D'imposer des sanctions économiques ciblées contre l'armée du Myanmar et ses sources de revenus ;

iii) De saisir la Cour pénale internationale pour qu'elle enquête sur les atrocités criminelles qui ont été commises, notamment les actes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, et en poursuive éventuellement les auteurs ;

b) De refuser de reconnaître la junte militaire comme le gouvernement légitime représentant le peuple du Myanmar.

119. Le Rapporteur spécial recommande aux États Membres :

a) De mettre en place un régime de sanctions économiques multilatérales concertées dans le cadre duquel les pays conviennent d'imposer des sanctions ciblées visant à la fois les hauts dirigeants de la junte et leurs associés, ainsi que leurs sources de financement, y compris les entreprises appartenant à l'armée et la Myanmar Oil and Gas Enterprise, qui est aujourd'hui contrôlée par la junte militaire et représente la principale source de revenus de l'État ;

b) De faire appel aux autorités nationales chargées de lutter contre le blanchiment d'argent et à d'autres autorités financières, s'il y a lieu, pour bloquer ou geler tous les comptes à l'étranger de toutes les entités de l'État jusqu'au rétablissement d'un gouvernement légitime, afin que la junte ne détourne pas les fonds publics du Myanmar ;

c) De se joindre aux 41 pays qui ont déjà imposé un embargo sur les armes visant l'armée du Myanmar ;

d) D'user de toute leur influence pour encourager les États qui n'ont pas imposé d'embargo sur les armes au Myanmar à le faire, et d'étudier les possibilités de demander des comptes à ceux qui continuent de permettre de telles ventes ;

e) De veiller à ce que des pays ne participent pas au retransfert illégal d'armes, et notamment de techniques à double usage, au profit de la junte ;

f) De refuser de reconnaître la junte militaire comme le gouvernement légitime représentant le peuple du Myanmar.

120. Le Rapporteur spécial recommande aux donateurs du secteur humanitaire et de l'aide au développement, y compris le système des Nations Unies, les banques internationales de développement, les États Membres et les organisations de la société civile, de coopérer directement avec la société civile locale et les organismes d'aide chaque fois que cela est possible pour soutenir directement la population, plutôt que de passer par l'intermédiaire de mécanismes centralisés qui sont maintenant contrôlés par la junte.

Annexe I

Member States imposition of economic sanctions and suspension of aid to Myanmar since the coup (as of 1 March 2021)

No.	Country or union	Actions
1	Canada	Imposed sanctions against nine military officials, bringing the total number of individuals sanctioned by Canada to 54. The previous trade embargo on arms, related material, and technical and financial assistance still stands. ¹
2	European Union	Has announced it is ready to adopt sanctions targeting those directly responsible for the coup and their economic interests. Suspended the Mypol program, ² which has trained and equipped Myanmar's military-controlled police since 2016, ³ as well as the EU-funded Myanmar Sustainable Aquaculture Program. ⁴
4	New Zealand	Suspended all high-level political and military contact with Myanmar. All current and future aid programs will not include projects that are delivered with, or benefit, the military. A travel ban on military leaders is also in the works. ⁵
5	Switzerland	Temporarily suspended aid payments to investigate if their projects are managed by the military or benefit it in any way. ⁶
6	United Kingdom	Imposed sanctions against nine military officials, bringing the total number of individuals sanctioned by the United Kingdom to 23. ⁷ The UK suspended all aid directly or indirectly involving the Myanmar government and will temporarily suspend all trade promotion with Myanmar as it launches a trade and investment review. ⁸
7	United States	Designated 12 individuals responsible for the coup and or associated with the military regime. These former and current military officials along with three military-owned subsidiaries are under sanctions. ⁹ USAID redirected US \$42 million of assistance away from projects that would have benefited the Myanmar government to civil society. ¹⁰ Blocked access to ~\$1 billion in Myanmar government funds held in the United States.

¹ "Canada imposes sanctions on Myanmar military officials in response to coup d'état," Government of Canada, 18 February 2021, <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2021/02/canada-imposes-sanctions-on-myanmar-military-officials-in-response-to-coup-detat.html>.

² "EU Statement on MYPOL," MYPOL, 18 February 2021, <http://www.mypol.eu/eu-statement-on-mypol/>.

³ "EU suspends training of military-controlled Myanmar police force," Burma Campaign UK, 7 February 2021, <https://burmacampaign.org.uk/eu-suspends-training-of-military-controlled-myanmar-police-force/>.

⁴ "EU-funded MYSAP aquaculture program suspended following Myanmar coup," *Seafood Source*, 18 February 2021, <https://www.seafoodsource.com/news/aquaculture/eu-funded-mysap-aquaculture-program-suspended-following-myanmar-coup>.

⁵ "New Zealand takes measures against Myanmar following military coup," Government of New Zealand, 9 February 2021, <https://www.beehive.govt.nz/release/new-zealand-takes-measures-against-myanmar-following-military-coup>.

⁶ "Switzerland temporarily suspends aid payments to Myanmar," *Swiss Info*, 18 February 2021, <https://www.swissinfo.ch/eng/switzerland-temporarily-suspends-aid-payments-to-myanmar/46381184>.

⁷ "Consolidated List of Financial Sanctions Targets in the UK," Office of Financial Sanctions Implementation, 25 February 2021,

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/964719/Burma.pdf.

- ⁸ “UK sanctions further Myanmar military figures for role in coup,” Government of the United Kingdom, 25 February 2021, <https://www.gov.uk/government/news/uk-sanctions-further-myanmar-military-figures-for-role-in-coup-february-25-2021>.
- ⁹ “United States Targets Leaders of Burma’s Military Coup Under New Executive Order,” US Department of Treasury, 11 February 2021, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0024>.
- ¹⁰ “USAID Immediately Redirects \$42 Million in Response to the Military Coup in Burma,” USAID, 11 February 2021, <https://www.usaid.gov/news-information/press-releases/feb-11-2021-usaid-immediately-redirects-42-million-response-military-coup-burma>.

Annexe II

Non-exhaustive list of individuals and international companies disengaging from Myanmar and from military-affiliated enterprises since the coup

<i>No.</i>	<i>Company or individual</i>	<i>Country</i>	<i>Background</i>	<i>Action</i>
1	Axiata Group	Malaysia	Subsidiary edotco Group owns 3,150 towers in Myanmar, some of which are leased to MEC-owned Mytel. ¹	Axiata put off plans to sell US \$500 million stake in edotco. ²
2	Coda Pay	Singapore	Provided cardless payment services to Mytel.	Coda removed Mytel from its portfolio of payment channels. ³
3	HAECO Xiamen	Hong Kong, China	Signed a US \$4.8 million contract with Aero Sofi Co. Ltd. for VIP luxury refurbishment of an Airbus A319-112 once used by Myanmar Airways International. ⁴	After the coup, HAECO informed OCCRP that the contract had been terminated in January 2021. ⁵
4	Kirin Holdings	Japan	Joint venture partner in Mandalay Brewery and Myanmar Brewery with MEHL.	Kirin will terminate both ventures by the spring or within a year. ⁶
5	Korean Air Cargo	South Korea	Rented office in Myawaddy Bank Luxury Complex, which is owned by MEHL. ⁷	Korean Air will move its office to a new location. ⁸
6	Lim Kaling	Singapore	Owned a one-third stake in RMH Singapore Pte. Ltd., which operates joint venture Virginia Tobacco Company with MEHL.	Decided to dispose of his stock in the company and exit the investment in response to the coup. ⁹
7	Posco International	South Korea	Joint ventures partner with MEHL in Myanmar Posco C&C Company Ltd. and Myanmar Posco Steel Company Ltd.	Posco has suspended dividends until MEHL proves previous dividends were not used for purposes that violated human rights. If proven otherwise, Posco will consider a thorough review its joint ventures and might follow the precedent of Kirin Holdings. ¹⁰
8	Transworld Group Singapore	Singapore	Used Ahlone International Port Terminal 1, which is owned by MEC.	Transworld Group will no longer use military-owned ports in Yangon. ¹¹
9	TRD Singapore	Singapore	Sold Orion-7 drone signal disruptor to the Myanmar police.	TRD Singapore cancelled a deal to sell anti-drone products to Yangon International Airport and will not supply Myanmar with anti-drone products while under the regime. ¹²

No.	Company or individual	Country	Background	Action
10	Vero	Thailand, Vietnam, Myanmar, Indonesia	Public relations firm.	Vero will no longer represent military-owned companies. ¹³
11	Woodside Petroleum	Australia	Has one of the largest offshore petroleum acreage holdings in Myanmar. Partners with Total and MRPL E&P in a joint venture developing A-6, Myanmar's first ultra-deepwater gas project.	Woodside will de-mobilize its entire offshore exploration drilling team and halt any business decisions until the situation has improved. ¹⁴

- ¹ "Nodes of Corruption, Lines of Abuse," Justice For Myanmar, 20 December 2020, https://jfm-files.s3.us-east-2.amazonaws.com/public/JFM_Nodes_of_Corruption_high_res.pdf.
- ² "Myanmar's Axiata Group shelves plans for sale of stake in tower unit," *Reuters*, 25 February 2020, <https://www.reuters.com/article/axiata-results/malaysias-axiata-group-shelves-plans-for-sale-of-stake-in-tower-unit-idUSL1N2KV0FB>.
- ³ "Coda Pay Removed From 'Dirty List,'" Burma Campaign UK, 2 March 2021, <https://burmacampaign.org.uk/coda-pay-removed-from-dirty-list/>.
- ⁴ "Myanmar military Airbus deals for troop transport and luxury travel," Justice For Myanmar, 8 December 2020, <https://www.justiceformyanmar.org/stories/a-dangerous-use-of-public-funds-myanmar-military-airbus-deals-for-troop-transport-and-luxury-travel>.
- ⁵ "Hong Kong Firm Cancels Contract with Myanmar Military After OCCRP Investigation," Organized Crime and Corruption Reporting Project, 10 February 2021, <https://www.occrp.org/en/37-ccb/ccb/13827-hong-kong-firm-cancels-contract-with-myanmar-military-after-occrp-investigation>.
- ⁶ "Statement on the situation in Myanmar," Kirin Holdings, 5 February 2021, https://www.kirinholdings.co.jp/english/news/2021/0204_01.html.
- ⁷ Sales office address listed as Room No. 601 & 603, 6th Floor, Tower-B, Myawaddy Bank Luxury Complex, No.151, Wardan Street, Corner of Bogyoke Aung San Road, Lanmadaw Township, Yangon, Myanmar, https://cargo.koreanair.com/Branch-Details?airport_code=RGN.
- ⁸ "Korean Air to move Yangon office from military-owned offices," Burma Campaign UK, 16 February 2021, <https://burmacampaign.org.uk/korean-air-to-move-yangon-office-from-military-owned-offices/>.
- ⁹ "Statement by Mr. Lim Kaling on the Situation in Myanmar," Justice For Myanmar, 9 February 2021, <https://twitter.com/JusticeMyanmar/status/1358922269024681984?s=20>.
- ¹⁰ "Posco's Response," Business & Human Rights Resource Center, 15 February 2021, <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/poscos-response/>.
- ¹¹ "Transworld removed from 'Dirty List,'" Burma Campaign UK, 23 February 2021, <https://burmacampaign.org.uk/transworld-removed-from-dirty-list-will-no-longer-use-military-ports/>.
- ¹² "Singapore anti-drone firm cuts Myanmar ties after coup," *Reuters*, 19 February 2021, <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-politics-singapore/singapore-anti-drone-firm-cuts-myanmar-ties-after-coup-idUSKBN2AJ0XF?il=0>.
- ¹³ "PR firms distance themselves from military as brands navigate Myanmar coup," *Provoke Media*, 5 February 2021, <https://www.provokemedia.com/latest/article/pr-firms-distance-themselves-from-military-as-brands-navigate-myanmar-coup>.
- ¹⁴ "Woodside statement on Myanmar," Woodside Australia, <https://www.woodside.com.au/what-we-do/international-developments-marketing-and-exploration/myanmar>.

Annexe III

The Situation of Human Rights in Myanmar in 2020 and Up to the Coup d'état

Introduction

1. This report is submitted as an annex to the Special Rapporteur's main report. In this annex, the Special Rapporteur reflects on the human rights situation in 2020 and up to the military coup in Myanmar. If not for the coup d'état on 1 February, this annex would have reflected the main components of the Special Rapporteur's report to the Human Rights Council and recommendations to the Myanmar government, Ethnic Armed Organizations, and the International Community.
2. This annex also addresses the Special Rapporteurs mandate of conducting thematic research to assess compliance with the Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar's recommendations. For purposes of this annex, the Special Rapporteur examines the extent to which international businesses and member states heeded the call to end business interests with Myanmar military-owned enterprises and to cease arms transfers to the military. See appendix I for charts summarizing the findings.

I. Democratic space prior to the military coup

General elections

3. On 8 November 2020, Myanmar held multi-party elections. Those deemed eligible to vote could choose candidates from a wide spectrum of political parties in addition to the ruling National League for Democracy (NLD) and the Myanmar military-affiliated Union Solidarity and Development Party (USDP). Since 2015, the political landscape has developed with new political parties and merged ethnic parties competing in elections. The ruling NLD party had a decisive electoral victory, winning 71 percent of seats in both upper (Amyotha) and lower (Pyithu) houses of Parliament. This margin provided the NLD with a more than two-thirds majority in the Union Assembly (Pyidaungsu Hluttaw). Had the parliament been allowed to convene, the NLD would have had a greater capacity than in the previous parliament to pass new legislation that would meet the commitment that was made during the second Universal Periodic Review (UPR) cycle (the third cycle), to bring all relevant statutes in line with Myanmar's international human rights obligations.¹
4. Although the general elections represented an important (and necessary) step in Myanmar's transition to a federal democracy, they were not flawless. The right to vote should extend to all regardless of ethnicity, race, and religion. Unfortunately, nearly the entire Rohingya community was disenfranchised.
5. Political party candidates were unable to engage in typical campaign activities due to COVID-19 restrictions. These restrictions presented the greatest challenge for new candidates who were seeking to introduce themselves to voters. Political parties and candidates with greater financial resources and presence on social media outpaced those with more limited resources. While the UEC provided political parties and candidates with access to state TV, only UEC-approved messaging was allowed to be broadcasted. During the campaign period, the Commission reportedly deleted parts of the speeches provided by at least two political parties, including a speech which reportedly contained reference to a UNICEF report on child poverty. Several candidates refused to participate under these conditions. This created a significant disadvantage for lesser-known candidates and political parties.
6. Additionally, out of seven Rohingya candidates who submitted nominations, only one Rohingya candidate in Yangon Region was permitted to stand for the 2020 election and no Rohingya could run in Rakhine State after all six candidates' nominations were rejected,

despite appeals to the UEC. The rejections appear to have been undertaken in a discriminatory manner based on ethnicity, where the candidates were reportedly subjected to stricter conditions and burden of proof than other candidates.

7. The absence of any Rohingya electoral candidates in Rakhine State and use of the term “Bengali” or “Kalar,” especially on social media during election campaigns, further perpetuated a hostile environment and discrimination against them. Two Muslim NLD candidates were elected to the Pyithu Hluttaw. The Special Rapporteur notes that this was a slight improvement from 2015 where no Muslim candidates contested the elections. He welcomed reports that the NLD resisted calls to replace Muslim candidates with Buddhists. When democracy is restored, he will urge the NLD to intensify efforts to ensure that Muslims and Rohingya, and all members of religious minorities in Myanmar, can freely enjoy their civil and political rights without discrimination or harassment.

8. Although there were more female candidates in 2020 compared to 2010, the proportion in this election remained at a low 16 percent.¹ This represents a significant underrepresentation of women. Temporary special measures are therefore required to ensure that Myanmar allows for a 30 percent “critical mass” of women parliamentarians in line with recommendations by the Committee on the Elimination of Discrimination against Women.¹ Furthermore, the Myanmar military has not appointed any women to the unelected seats in the parliament that the constitution sets aside exclusively for the military. This means that women would need to win almost half of the seats elected democratically to reach this standard. Additionally, the UEC had no serving female commissioners or female staff in senior positions in its secretariat. Several political parties reportedly decided to implement special measures in the absence of a normative framework at the Union level and nominated several female candidates for lower house positions.¹ This is a notable step forward and underscores the need for similar measures to ensure full participation and representation of women.

9. Persons with disabilities faced widespread discrimination in the elections. Less than a third of all polling stations in Myanmar were reportedly accessible to persons with disabilities, for example, and there is no evidence that any form of accommodation was otherwise made. A comprehensive review and assessment of obstacles to the enfranchisement of persons with disabilities should be made in close consultation with persons with disabilities and organizations of persons with disabilities. This should include the right to vote, the right to seek political office, and the right to participate fully in the political process.

10. Elections were cancelled due to alleged security reasons in several townships in Rakhine and Chin States, and in parts of Shan, Kachin, Karen, and Mon States, and Bago Region, exacerbating the affected communities’ distrust of Government. In Rakhine State, the government cancelled elections in nine townships (Pauktaw, Ponnagyun, Rathedaung, Buthidaung, Maungdaw, Kyauk Taw, Myebon, Minbya, Mrauk-U) and partially cancelled voting in four (Kyaukpyu, Ann, Sittwe, Toungup) – disenfranchising an estimated 1.2 million people or some 60 percent of eligible voters, most of whom were ethnic nationalities. Uneven information sharing on voter eligibility, rights, and procedures, as well as the non-posting of voter lists were obstacles that also reportedly prevented certain populations from exercising their political rights. There was a reported lack of transparency and consistency in the criteria of the UEC for cancelling polls due to security concerns, given that voting was also cancelled in townships in Shan State with no active armed conflict.

11. It is precisely in areas affected by hostilities that free, fair, and genuinely competitive elections are most important. For elections to be legitimately cancelled, authorities should apply the proportionality principle, whereby, in this case, security concerns were sufficiently great to offset the imperative of holding fair, inclusive elections. A ballot must always be preferable to a bullet. As in 2015, voting in non-government controlled areas (NGCA) in the north and some areas in the southeast of Myanmar reportedly did not take place. In Kachin and northern Shan states, internally displaced persons residing in government-controlled areas were generally able to vote in their areas of displacement; the National Registration and Citizenship Department (NRCD) made efforts to issue citizenship scrutiny cards (CSC) and household lists, and some flexibility was reportedly exercised around required documents and inclusion in voters’ lists. Polls were, however, cancelled in 192 village tracts (11

townships) in Kachin State, including contested areas and NGCAs. Around a reported 21,000 internally displaced people of voting age (out of 39,000 IDPs) living in Kachin NGCA, as well as in Shan and Rakhine, could not vote and faced challenges travelling to government-controlled areas.

Freedom of expression, peaceful assembly and association

12. Notwithstanding the government's legitimate concerns about controlling the spread of COVID-19, the right to peaceful assembly during election periods is particularly important. Although the right is safeguarded by Article 354(b) of the Constitution, it is undermined in practice by the Peaceful Assembly and Peaceful Procession Law. The law, which has a notification regime, includes broad legal provisions in which peaceful assemblies can be denied for vague, highly subjective reasons including that the assembly not cause "annoyance," the reciting of unapproved "chants," nor the "spread" of "rumors or incorrect information" (Article 11). Violations of these broad provisions are punishable by up to six months of imprisonment and/or a fine (Article 19).

13. During the pre-election period, the authorities detained several students who joined protest or sticker campaigns that were critical of the government or the Myanmar military, including specific government policies such as a mobile internet shutdown or the identification of abuses by the Myanmar military in Rakhine and Chin States. Convictions followed for at least 34 students, two of whom received multiple sentences of over six years' imprisonment. Two others were sentenced to more than one year. These laws and their enforcement violate the fundamental right to freedom of expression. Additionally, in November, the ILO Governing Body expressed concern over charges made against trade unionists in Mandalay for staging a protest in 2019 and the use of the law to restrict their right to freedom of assembly.¹

14. Despite the informal ceasefire between the Myanmar military and the Arakan Army, the government instructed all mobile telecommunications operators to extend suspension of 3G and 4G mobile Internet services from the lead up to Election Day until the end of March 2021. Eight townships in Rakhine and Chin States were affected, specifically in Buthidaung, Rathedaung, Mrauk-U, Ponnagyun, Myebon, Kyauktaw, Minbya, and Paletwa. The Special Rapporteur notes that this arbitrary restriction, which has been in place for more than a year and half, represents one of the longest Internet shutdowns anywhere in the world. It is a continuing violation of the fundamental right to freedom of expression and it puts lives in serious danger. Without reliable mobile Internet access, people in Rakhine and Chin States are unable to obtain information and updates on issues that impact their lives and wellbeing, such as COVID-19 or information about the resumption of hostilities. It is also highly discriminatory, as it adversely impacts specific ethnic groups in Myanmar that live in those townships, such as Rakhine, Rohingya, Kaman, Mro, Daingnet, Khami, and Chin. Tellingly, the government announced that the suspension of Internet service would be lifted but then only permitted 2G connectivity. This allowed the claim to be made that Internet connectivity had been restored, while continuing to deny functional access.

15. States have an obligation to protect freedom of expression, offline and online, especially during election periods. Internet and telecommunications shutdowns prohibit access to, and the dissemination of, information. Restrictive policy measures formulated on the basis of overly broad justifications without due regard to the principle of proportionality runs contrary to international human rights law. For restrictions on the right to freedom of expression to be lawful, they must be provided for in law, applied only in specific circumstances to protect the rights and reputation of others, or to ensure national security, public order, public health, or public morals, and be necessary and proportionate. The broad Internet ban in Rakhine State does not meet that criteria. As of the time of writing, the Special Rapporteur had received reports that the Myanmar junta restored mobile Internet access in Rakhine State following the coup.

16. Hate speech, disinformation, and misinformation were prevalent before and after the election on social media. With the help of information classifier algorithms in the Burmese language, photo detection tools, country experts, and civil society, Facebook reported that

they were able to address most hate speech on their site. Content demotions or page removals followed. It also reported that it proactively tackled disinformation and misinformation. It reportedly launched several actions against inauthentic behavior by actors and networks allegedly linked to military propaganda, as well as the manipulation of people. They also demoted reportedly fraudulent election content. Concerns have been raised about the inconsistency of Facebook's handling of fraudulent content, including the retention of pages run by the Myanmar military, as well as the amount of time that it takes to take action. Moreover, Facebook did not act on calls from human rights defenders to stop the Myanmar military from using Facebook to recruit members and to stop the Myanmar military from promoting its businesses, including subsidiaries belonging to Myanmar Economic Holdings Limited and Myanmar Economic Corporation on Facebook. These companies' profits from help fund the military, which engages in atrocity crimes. As of the time of writing, even post-coup, these businesses continue their presence on Facebook, including Innwa Bank, Royal Sportainment Complex, Hanthawaddy Golf Course, and others.

17. Military and state authorities targeted journalists and media professionals for prosecution during the election campaign. Legal actions brought against them were commonly based on vague sections in the Telecommunication Law or Penal Code, typically Sections 66(d) and 505(b) respectively. Interventions by the Myanmar Press Council on some of the actions that the Myanmar military initiated against the media have led to charges being dropped. The same provision, Section 66(d) of the Telecommunication Law which outlaws the legally undefined action of defamation, is also frequently used to file charges against private citizens. In total, it is reported that during the current legislative period, 539 lawsuits have been brought against 1,051 individuals, 495 of whom are civilians, and 326 activists, and 67 journalists/media professionals. Significant reform will be required for Myanmar to meet international standards.

Political Prisoners

18. Regrettably, arbitrary detentions increased in 2019 and 2020. Throughout 2020, the increase in political prisoners was due primarily to peaceful protests and activism, land disputes, and armed conflict. As of December 2020, there were a reported 601 political prisoners. Forty-two were incarcerated while 559 were awaiting trial, 196 of whom remained in detention. This is a dramatic 74 percent increase from the 345 political prisoners at the beginning of 2019, which included 33 incarcerated persons, 78 awaiting trial inside prison, and 234 awaiting trial outside prison. The number of political prisoners rose steadily throughout the first half of 2019 and plateaued around 600 individuals until gradually decreasing to 507 individuals in the first half of 2020. The decrease in numbers was short-lived as the Government continued to abuse the restrictive colonial- and military-era sections 66(d) and 505(b) to arrest and convict journalists, student and labor activists, farmers, civilians with alleged ties to ethnic armed organizations, and others for the remaining duration of 2020. See appendix II for a chart showing the increase in political prisoners from 2016 to 2020.

19. The Government continued to grant amnesty to political prisoners throughout 2019 and 2020, though they made up a small fraction of total prisoners released. In 2019, three separate presidential pardons released 25 political prisoners along with approximately 23,000 prisoners. Among those 25 political prisoners were Kyaw Soe Oo and Wa Lone, two Reuters reporters imprisoned in 2018 for their investigation into the Inn Din massacre. In 2020, only 10 political prisoners were released in a group of 24,896 prisoners pardoned on 17 April 2020. Members of the Peacock Generation, a "thangyat" troupe imprisoned in 2019 for defaming the military in a satirical performance, and hundreds of others remain imprisoned for their political activities.

20. Arbitrary arrests and detentions significantly increased in 2021 following the military overthrow of the government. At the time of writing, reports of these detentions are increasing daily. There is a recurring pattern in which family members are not provided information on the location or well being of those detained, making these situations tantamount to enforced disappearances.

Filtering, interception, and surveillance of communications

21. Prior to the coup, worrying trends in Myanmar's surveillance efforts were emerging. Specifically, the Special Rapporteur received reports of filtering information and blocking websites, including ethnic media sites, that were critical of the government or the military, or otherwise unwelcome by the authorities. This constitutes a violation of the right to freedom of expression. Myanmar should take immediate steps to withdraw the legal provisions allowing for the blocking of websites without due process.

22. In September 2020, Justice for Myanmar, an organization publishing information on the business dealings and relationships of the country's military, had their website blocked, and mobile operators were reportedly requested to filter their name. The government relied on the draconian and overly broad legal provision in Section 77 of the 2013 Telecommunications Law to intercept, filter, survey or suspend communications. It was also used to control the use of telecommunication service and equipment without civilian oversight, due process, or judicial safeguards. This violates international human rights law. These provisions of laws should be stricken.

23. Even before the coup, plans were in place to increase the capacity for government mass surveillance and the interception of communications in Myanmar. Under a new policy, the government would be able to directly tap into the datasets of telecommunications companies without restriction or even a requirement that the company is informed which communications are being intercepted. This would significantly increase the government and Myanmar military's interception and surveillance capabilities without independent judicial oversight. This policy would create a powerful surveillance state that would make citizens vulnerable to government or military surveillance in a country with a manifestly poor legal framework to protect the right to privacy and freedom of expression. Once a democratically-elected government is restored, government leadership must cease all efforts at mass, unfettered digital surveillance.

II. Protection of civilians

Conduct of hostilities, killing, and maiming

24. Myanmar's security situation in 2020 was characterized by intensified armed conflict across Rakhine State and Paletwa Township in southern Chin State, in or near populated areas; ongoing fighting in northern Shan State; sporadic clashes in Kayin State (Karen State); and recently clashes in Bago East, with lingering impacts of conflict in Kachin State.

25. Since the conclusion of the general election on 8 November 2020, the intensity of armed clashes reduced significantly in Rakhine and Chin states, with no armed clashes reported between the Myanmar military and the Arakan Army (AA) since 12 November. The apparent thaw in relations between the warring parties and the discussions between them, however tentative, raises some hope for peace in the area.

26. Between January and October 2020, there was a marked increase in intensity of fighting in Rakhine and Chin states, with a discernible pattern of attacks against non-combatants, including the indiscriminate use of heavy weaponry in civilian areas. In 2020, at least 226 people were killed in armed conflict in Rakhine and Chin states with another 555 reported wounded. Throughout that period, the UN Human Rights Office documented a pattern of violations by the Myanmar military, including the targeted use of heavy weaponry on civilian areas, disappearances and extra-judicial killings, torture and deaths in custody, and the use of airstrikes and landmines. In September 2020, a report by the High Commissioner for Human Rights outlined that war crimes and crimes against humanity may have been perpetrated by the Myanmar military in the course of the conflict in Rakhine and Chin states and called for an investigation (A/HRC/45/5). The report outlined how attacks affected members of a wide range of ethnic groups, including Rakhine, Chin, Mro, Khumi, Kaman, Maramagyi, and Daignet people.

27. In northern Shan State, armed clashes continued between the Northern Alliance (Kachin Independence Army, the AA, Ta'ang National Liberation Army, and Myanmar National Democratic Alliance Army) and the Restoration Council of Shan State, a signatory to the National Ceasefire Agreement (NCA). The population continues to be subjected to forced recruitment, abduction, arbitrary arrest, and injuries due to landmine contamination, severely impeding movement, access to livelihoods, and compromising the civilian character of IDP camps. Despite fewer clashes during the reporting period, tensions between the Myanmar military and the Kachin Independence Army appeared to be mounting since mid-2020. Forced recruitment, however, continues in Kachin State, as well as killing, maiming, and assault.

28. The end of 2020 marked a visible change in relationships between the Myanmar military and Ethnic Armed Organisations (EAOs) in South East Myanmar. These organisations – notably the Karen National Liberation Army (also signatory to the NCA) – demanded the withdrawal of the Myanmar military's presence in the EAOs' controlled areas, citing Article 3 of the NCA. There were skirmishes between the Myanmar military and the KNLA in Kayin (Karen) State throughout 2020, which extended to the Bago East region at the end of 2020. Close to 4,000 civilians were displaced as a result. The Special Rapporteur echoes the concerns raised by many local civil society organizations regarding escalating tensions in Kayin (Karen) State and calls for the withdrawal of Myanmar military troops in these ethnic areas.

29. During the first 10 months of 2020, the Mine Risk Working Group reported 217 casualties. Rakhine State accounted for approximately 50 percent of the total number of casualties, where 108 casualties were recorded in 2020, compared to 45 in 2019, representing a 240 percent increase.¹ Shan and Kachin represented 26 percent and 10 percent of the total number of casualties respectively. In militarized and/or conflict-affected areas, arbitrary detention (short-term detention at military checkpoints, and longer-term detentions) was also reported, with some IDPs accused of association with unlawful organizations/terrorism.

30. Clashes increasingly took place in more populated areas and along main roads and waterways. As a result, there were hundreds of casualties from stray bullets, crossfire, landmines, and improvised explosive devices. Rights violations attributed to the Myanmar military and the AA were reported. The deployment of additional security forces and the setting up of new checkpoints along main roads in various townships have caused more anxiety among and difficulties for villagers, including delayed access to humanitarian aid. Use of civilian vehicles/transport and the occupation, damage to, and use of civilian properties (including schools and religious sites) by parties to the conflict were also reported. With continued restrictions on rights – including freedom of movement and access to livelihoods and basic services – and ongoing reports of harassment, arbitrary arrest and detention, forced labour, physical threats, and violence, the conflict has heightened the longstanding vulnerabilities of the Rohingya and other ethnic groups, including the Rakhine (Arakanese), Chin, Mro, Khumi, Kaman, Maramagyi, and Daignet people.

Violating the International Court of Justice provisional measures order

31. An Order by the International Court of Justice on 23 January 2020 in the case of *The Gambia v. Myanmar* instructed Myanmar to take all necessary measures to protect members of the Rohingya community from acts proscribed by the Genocide Convention. From 23 January 2020 to 22 January 2021, at least 33 Rohingya civilians were killed as a result of the conflict, with at least 39 others injured. According to information received by the Special Rapporteur, in the year following the ICJ's Provisional Measures Order, 19 Rohingya men, women and children were killed as a result of targeted or indiscriminate attacks by the Myanmar military; one was killed in a targeted killing by police; ten were killed as a result of landmines or unexploded ordnance; and two were killed in targeted killings by other unidentified armed groups. The 33 killed included 15 children and three women.

32. The following incidents are illustrative of the attacks on Rohingya civilians in 2020:

(a) On 12 February 2020, three Rohingya – two children and a civilian – were killed when a shell fired from a security outpost at a nearby bridge landed on a home in Buthidaung township;

(b) On 29 February 2020, six Rohingya civilians were killed in Mrauk-U township when the Myanmar military fired indiscriminately for an hour and a half on a Rohingya village after a vehicle in their convoy was damaged in an explosion;

(c) On 5 October 2020, three Rohingya civilian who worked as vegetable sellers, were shot dead by the Myanmar military in Minbya township after they failed to stop a boat that they were traveling in;

(d) On 5 October 2020, two Rohingya teenagers were killed by bullet wounds that were inflicted in an exchange of fire between the Myanmar military and the AA. The two teenagers were among 15 abducted by the Myanmar military in two neighboring Buthidaung township villages that morning and incurred the injuries after being used as “human shields” by the Myanmar soldiers who abducted them.

33. See appendix III for an accounting of reported killings and serious injuries against the Rohingya, in violation of the ICJ order.

34. In addition to the killings of Rohingya by the Myanmar military, scores more were injured as a result of incidents similar to those described above and Rohingya are among the thousands of people who have been internally displaced by the conflict. Those displaced have experienced severe food and other shortages during a time when Myanmar, like the rest of the world, is dealing with the COVID-19 pandemic. An internet blackout across most of the areas affected by the conflict prevented people living in these areas from receiving and sharing information during a critical time, while travel restrictions have prevented journalists and others from reporting on the conflict. At the same time, Rohingya continue to be subject to severe restrictions on movement within Myanmar and efforts continue to enforce members of the community to accept the National Verification Card, a form of identification which may preclude future efforts by individuals to access their citizenship; while a further 130,000 Rohingya IDPs – separate and distinct to those displaced by the ongoing conflict – continue to reside in camps in central Rakhine nearly nine years after those camps were established.

Arbitrary Arrests and Detentions, Torture, and Enforced Disappearances in Rakhine and Chin State

35. The armed conflict between the Myanmar military and the AA, recognized by the International Committee of the Red Cross as a non-international armed conflict, began in December 2018 in Rakhine and Chin states and expanded in scope and intensity until the general election in November 2020. The military’s longstanding strategy for fighting ethnic armed groups EOAs such as the AA is known as the “Four Cuts Policy,” so-called as it seeks to cut armed groups off from funding, food, intelligence, and recruits from the local population. Consistent patterns of attacks by the Myanmar military against non-combatants, including enforced disappearances, arbitrary arrests and detentions, torture and other cruel, inhumane or degrading treatment or punishment, and extra-judicial killings of civilians have been documented since the beginning and throughout the conflict. In keeping with the Four Cuts Policy, the Myanmar military’s strategy is to target the support of the AA from the local population, relying on demonstrative acts of violence that do not appear to distinguish between AA fighters and Rakhine civilians. While the victims of targeted attacks were largely ethnic Rakhine, other ethnic minorities, particularly Rohingya, were also targeted. In cases of arrests, detention, and extrajudicial killing, the Myanmar military seemed less concerned by any link between the suspect and the AA, rather their main focus appeared to be to instil terror among the civilian population.

36. In more than two years of fighting between the Myanmar military and the AA, there have been dozens of cases of arbitrary arrest of civilians by the Myanmar military on accusations of ties to the AA. Arrests of large groups of men were routinely documented throughout the conflict and a pattern was observed whereby arrests were carried out in villages adjoining areas where AA attacks on the Myanmar military had been carried out in the days before. According to consistent witnesses’ statements, those detained were often of fighting age and many were detained because they were not native to the village they were found in or because they had marks on their bodies consistent with crawling through vegetation, which the Myanmar military apparently interpreted as conclusive that the individuals were involved in AA manoeuvres. In several instances, entire male populations

of villages were detained and questioned. In some cases, the men were blindfolded. Instances of arbitrary detentions increased markedly in frequency following the 23 March 2020 Presidential Order that designated the AA as a terrorist organization.¹ According to local civil society, the Myanmar military arrested more than 360 civilians who were convicted or are awaiting trial, while only 78 were released.

37. In the overwhelming majority of cases of arbitrary detention investigated, torture and other ill-treatment has been documented. Detainees, family members, and lawyers relayed detailed accounts of beatings and instances of burning detainees' flesh with metal rods, the extraction of fingernails, and electrocution. For the most part, arrests were carried out by Myanmar military soldiers and torture almost exclusively in military custody. Detainees are usually held in military barracks for a period of days or weeks, when they are eventually transferred to police custody and criminal cases are initiated against them. Torture usually stopped once detainees were handed over to police. Several individuals provided information concerning loved ones who died in custody. In many of these cases, the body of the detainee was not handed over to the family. In cases where families have seen the bodies of deceased relatives, they described marks that they believed were the result of beatings and electrocution. In 2019, detainees in one instance were shown the dead body of a man that was detained with them during interrogation.

38. Myanmar military units active in northern Rakhine State have an established practice of arbitrary arrests and deaths in their custody. Between 2019 and 2020, there were nine separate instances of deaths in military custody that resulted in 20 fatalities. Twenty-three others are missing and presumed dead following a series of enforced disappearances by Myanmar military Battalion 55 in Kyauktaw township in March 2020 (described below). Given the difficulties in gathering information resulting from an Internet blackout and the ban on media access to the conflict areas, it is probable that this figure does not reflect the full extent of deaths in military custody in Rakhine State over this period. On 26 February 2020, at least 20 people were arrested – 13 women and seven men – near Taung Shay Daung Pagoda in Kyautaw township. All 13 women and one man were released shortly later, but three of the other six men died in custody. Three men were traders of small goods who had plied routes in the area for almost 20 years. One of the men was reportedly hung from a tree by his feet, beaten, and burnt with boiling water. Soldiers reportedly stabbed detainees with knives and forced them to drink noxious substances. In another incident in Mrauk U on 27 September 2020, soldiers of the military's battalion 377 stopped a taxi driver at a checkpoint and took him to the battalion base. His body was returned to his family the next day with visible wounds on his body, and with his hands and legs broken. He had been shot in the head.

39. Myanmar military Battalion 55 displayed a particularly clear pattern and practice of conduct that repeatedly amounted to serious human rights violations, including deaths in custody, enforced disappearances, and the use of torture. Three men died in custody after being detained at Taung Shay Daung Pagoda, as described above. Elements from Battalion 55 carried out a series of arrests in Tin Ma Thit and Tin Ma Gyi villages in Kyauktaw in March 2020. According to multiple eyewitnesses, soldiers took 21 individuals into custody and have since been unaccounted for. They are presumed dead one year later. Myanmar military Battalion 55 never acknowledged the detention of these individuals and never accounted for their presence. As a result, these cases amount to enforced disappearances.

Children in armed conflict

40. Violations of international humanitarian and human rights laws as well as impunity for violations in Rakhine State were pervasive during the reporting period. Serious incidents were reported, including the death of two children and the maiming of another by artillery fire in Myebon Township on 10 September, the killing of two children as they were used as human shields in Buthidaung Township on 5 October, and the death of a boy hit by an artillery shell in Mrauk-U Township on 22 October.

41. According to a UNICEF report, at least 121 incidents involving landmines, explosive remnants of war (ERW), and other explosive hazards took place in the country during the first 10 months of 2020. They killed at least 57 people and injured 160 more, indicating an upward trend in casualties in 2020 compared to 2019, when 57 people were killed and 170

injured in the course of the entire year. The highest number of casualties in 2020 was reported in Rakhine State, with 37 people killed and 71 injured. Rakhine State also accounted for the highest rate of child casualties, with 13 children killed and 34 injured, representing over 44 percent of the total number of people killed or injured across the state, compared to two children injured in Kachin State, and two killed and 18 injured in northern Shan State. Incidentally, in 2020, children represented 34 percent of casualties from landmines and unexploded ordnances (UXOs) countrywide with Rakhine State, accounting for the highest rate (44 percent) of child casualties.

42. In conflict-affected areas, armed conflict presents a significant obstacle to access to education. The majority of incidents in the reporting period took place in northern Rakhine State and Paletwa Township in neighbouring Chin State. The conflict regularly disrupted education for students in these areas.

43. While high schools briefly reopened for approximately one month between 21 July 2020 and 27 August 2020, nearly half the schools in Paletwa Township were reportedly unable to reopen due to the ongoing conflict, and experienced a shortage of teachers ahead of the new academic year, after nearly 200 teachers had applied for relocation due to insecurity in the region. After schools were forced to shut nationwide following the second wave of COVID-19, schools in Myanmar remained closed for the remainder of 2020. At present, the Ministry of Education was expected to roll out its home-based learning programmes in early 2021 to support students in continued learning for the academic year 2020/21. However, distribution of physical copies of home-based learning materials is limited to a relatively small number of townships nationwide, and it is anticipated that students from lower-income families, or living in conflict-affected and rural areas, may not be able to access home-based learning. As a result, the pandemic poses a significant risk of exacerbating existing disparities in access to education and learning outcomes.

Freedom of movement

44. The Rohingya remain cut off from livelihoods, education, and basic services due to ongoing, severe movement restrictions. Reports note impediments to accessing quality medical care were especially problematic during the COVID-19 pandemic. The inability of IDPs to temporarily return to their lands at harvest time has further undermined their self-reliance. Displaced communities have recently described being afraid of going back to their villages due to the presence of landmines within and around their villages. This creates substantial barriers to durable solutions for this oppressed community.

45. Virtually all Rohingya (excluding the very small number who hold citizenship cards) require authorization to leave Rakhine State and to travel outside of their villages or townships within Rakhine State. This time-limited authorization is exceedingly difficult to obtain, considering the administrative and financial requirements, making it unattainable for most. Permission and documentation are needed even to travel short distances from their township and/or village tracts (including to urban areas within townships), severely restricting access to livelihoods as well as basic and life-saving services. Further movement restrictions in some locations were observed with the introduction of new requirements for people to hold National Verification Cards, including for travel within townships. Rohingya can only obtain such a card if they identify themselves as “Bengali” and self-identify as non-indigenous to Myanmar.

46. As part of the Myanmar New Year presidential pardon in April 2020, authorities withdrew all charges against Rohingya arrested for travelling without documents and pardoned those convicted of the same charges. Over 880 Rohingya were consequently released from arrest or detention and returned to Rakhine State. Subsequently, it was observed that Rohingya intercepted en route within Myanmar without requisite documentation had been apprehended and then returned to Rakhine State. They were denied the right to freedom of movement and forcibly returned but charges were not filed. No official or publicly available statement was made by the authorities in this regard. The Special Rapporteur notes reports that treatment of those apprehended has also been inconsistent, ranging from timely release (in line with COVID-19 measures) to prolonged detention in

police stations, prison, or quarantine facilities. But the right to freedom of movement is being consistently denied.

47. An estimated 600,000 vulnerable, stateless Rohingya still live in Rakhine State, including some 130,000 whom the government has confined to IDP camps in central Rakhine since 2012. The cumulative effect of the armed conflict, COVID-19, and attendant measures comprising curfews and other movement restrictions as well as mobile data/internet shutdowns, exposes already vulnerable populations (including IDPs in protracted situation and ongoing new displaced populations), to even greater risks, and significantly impacts access to livelihoods and essential services. While restrictions on movement affected all communities, the Rohingya faced additional obstacles/threats – for instance, when seeking safety or accessing life-saving services at night – due to pre-existing movement restrictions. The pandemic exacerbated longstanding prejudices and negative rhetoric against the Rohingya in Rakhine State (i.e. in relation to “illegal” cross-border movements) accompanied by increased calls for the Government to control the country’s borders.

48. In Rakhine State, Rohingya and other communities of ethnic nationalities, including Rakhine (Arakanese), Chin, Mro, Khumi, Kaman, Maramagyi, and Daignet are most susceptible to extortion by state security forces when attempting to access livelihoods, services, education, or health care, not least when permission is required from authorities. Limitations on movement and other COVID-19 measures aggravated incidents of extortion. Extortion not only impedes daily activities but also compromises the already precarious safety and security situation, and overall protection/wellbeing of individuals and their community. Beset by structural poverty and formal and informal movement restrictions (including the frequent change in documentary and other requirements) that impede access to services and livelihoods, prolonged extortion erodes resilience, heightens risks of negative coping strategies (debt, gender-based violence, trafficking), and negatively impacts trust/confidence and community self-governance. Government authorities, such as local administrators, security forces (police, military), and Camp Management Committees (CMCs), have been the main perpetrators in the Rohingya camps. Incidents largely take place at checkpoints (both police and military) and in IDP camps, which includes distribution points. Those affected include men, women, and children passing through checkpoints. In IDP camps, families dependent on CMCs for approvals (to leave camps, visit clinics, or secure referral to hospitals) or for inclusion in household lists are prone to extortion perpetrated by the CMC members.

Humanitarian Access

49. Throughout 2020, humanitarian organizations had varying degrees of difficulties gaining access to crisis-affected people in targeted locations due to security challenges and government restrictions. Access constraints imposed by the government since 2016 frequently resulted in difficulties and delays in assessing needs and implementing and monitoring response activities.

50. In Kachin State, despite a lull in conflict since 2018, access for many humanitarian organizations continued to be challenging. International humanitarian organizations have had very limited access to camps in Kachin Independence Organization areas that have hosted some 40,000 displaced persons since early 2016. Local partners continued to respond in these areas, albeit in challenging circumstances, with closures of the border with China in response to the COVID-19 pandemic further complicating movement, programming, and access to markets. In addition to the government’s non-issuance of travel authorizations for aid workers, poor infrastructure and monsoon flooding further complicated efforts to reach people in need in locations across Kachin State, undermining the quantity, quality, and sustainability of assistance and services provided to IDPs and host communities.

51. Permission for humanitarian actors to access areas in Southeast Myanmar remain limited, particularly in areas controlled by EAOs, impacting delivery of assistance to displaced communities.

52. In northern Shan State, sporadic outbreaks of fighting seriously impacted the civilian population, in addition to the many of challenges noted in relation to neighboring Kachin

State. Securing travel authorization is particularly challenging for UN and INGO partners attempting to access locations hosting internally displaced persons. Organizations operating in these areas also faced challenges relating to poor infrastructure and military checkpoints.

53. In Rakhine and Chin states, national and international humanitarian organizations continued facing increasing challenges in reaching affected people despite an agreement reached with UNHCR and UNDP. Many areas were cut off due to restrictions including shifting travel authorization requirements, insecurity, landmines, or poor infrastructure. This has exacerbated already limited access in many parts of Rakhine State. Access to sites hosting people displaced by the armed conflict between the Myanmar military and the AA has been particularly challenging, especially in rural areas, with travel authorization often limited to particular sectors and granted for short periods of time, impeding the provision of quality, predictable humanitarian assistance and services.

Impact of COVID-19 on humanitarian access in Rakhine

54. The government imposed stringent measures in Rakhine State after the first locally transmitted COVID-19 case was diagnosed in the state in mid-August, which severely impacted the delivery of humanitarian aid. These measures included the full suspension of activities of humanitarian organizations whose staff tested positive, including activities such as mobile-clinic services, quarantine for primary and secondary contacts, and a requirement for frontline humanitarian staff to undergo testing before resuming their activities. The Rakhine State Government limited the humanitarian response to “essential assistance,” which initially only included activities, such as health, food support, water and sanitation, and COVID-19 response. The State Government also imposed restrictions on the movement of humanitarian personnel into and between camps and displacement sites and instructed humanitarian actors to hand over supplies to camp management committees and/or local authorities. It is reported that around half of the activities were partially disrupted and one third fully disrupted.

III. Statelessness, internal displacement and the right of return

Statelessness

55. No tangible progress was reported in improving the situation of the Rohingya with regard to their legal status and right to a nationality, or restoring citizenship in line with the Government of Myanmar’s endorsed Advisory Commission on Rakhine State recommendations. Without reform of the 1982 Citizenship Law, discrimination based on an applicant’s ethnicity – in both law and practice – continues to impede the acquisition of citizenship documentation among minority groups, with the Rohingya being the most affected.

56. Citizenship remains inaccessible to almost all Rohingya. The citizenship process continues to lack transparency and involve prohibitively high unofficial fees and burdensome evidentiary and administrative requirements. Recent trends also indicate that the Rohingya are being issued Naturalized citizenship even when eligible for full citizenship. Access to civil and citizenship documentation remains challenging countrywide, with ethnic and religious minority groups being the most, but not exclusively, affected. Several reports have highlighted numerous barriers faced by different groups across Myanmar in obtaining nationality documents, including logistical, gender-based, administrative, and cost, as well as parallel administrative systems in non-governmental controlled areas (NGCA). Measures aimed at improving access to citizenship documents, such as streamlined procedures and mobile missions, apply exclusively to persons from the 135 officially recognized ethnic groups, despite that the origins and legal nature of the “official” list remain dubious. The burden of proof rests fully on the applicant, and officers mandated to determine nationality have a high discretion on the type and number of documents that they can request the applicant to submit. This results in a complex, lengthy, time consuming, and at times arbitrary and discriminatory, process preventing disadvantaged and vulnerable groups from realizing their right to nationality.

57. The Government of Myanmar had been planning to introduce a digitized identity management system (the e-ID system) to develop a digital population registry with biometric data of all individual residents. The plan would include the issuing of smart card IDs to registered individuals verified as citizens. While this would have advantages if implemented with critical protections in place, such a system has significant disadvantages under current conditions in Myanmar. The government, the military, and the private sector allegedly collect personal biometric data without comprehensive data protection legislation in line with international human rights law. This renders people in Myanmar vulnerable to abuse of their personal information without adequate independent oversight and protection of their rights. It is therefore necessary to ensure that personal biometric and identity information is adequately protected from undue interference or manipulation, including surveillance and interception of communications, and to guarantee effective civilian oversight and procedural safeguards of the population register. Developing a digital civilian-controlled population register is corollary to adopting legislation that is in line with international human rights law. Advancing a digitized identity management system without first addressing the gaps in the laws and their implementation will not only fail to address the underlying issues, but risk entrenching existing discrimination and rights deprivations.

Internal displacement

58. Protracted and recurrent displacement, poor living conditions, dependency on humanitarian assistance, and the impact of COVID-19 on access to services and livelihoods have negatively impacted both displaced and non-displaced populations. In some cases, this has significantly exacerbated the existing challenges faced by marginalized communities. The Myanmar military-Arakan Army fighting contributed to the largest increase in displacement, with over 100,000 people displaced as of the end 2020. Humanitarian organizations project that one million people in Kachin State, northern Shan State, Rakhine State, southern Chin State, eastern Bago Region, and Kayin (Karen) State will continue requiring urgent humanitarian assistance in 2021; estimating 30 percent of IDPs as falling into the “extreme” severity of need, with close to 70 percent in the “severe” category.¹

59. In Rakhine and Chin states, close to 50,000 people were forced to flee from their homes in 2020, and by the end of the year, around 100,000 people were displaced in over 194 sites in the two states. This increase in displacement compounded challenges faced by host communities that were in many cases also affected by the conflict, including growing landmine and unexploded ordnance contamination. Hostilities also hampered access to markets and livelihoods, with roads and waterway transportation regularly blocked by the parties, particularly in Paletwa Township in Chin State and the Dar Lett Village Tract in Ann Township in Rakhine, disrupting logistics and supply chains.

60. In central Rakhine State, 130,000 people, the vast majority of whom are stateless Rohingya, 54 percent of whom are children, were confined to what can best be described as desolate internment camps. Under the best of circumstances, they had extremely limited access to healthcare, even before the onset of the COVID-19 pandemic. In total, an estimated 600,000 Rohingya live in Rakhine State under highly repressive conditions that severely limit their ability to move or make a living, let alone access health care or education for their children. Conditions for Rohingya in Rakhine State appear designed to be destructive to the survival of the community.

61. In northern Shan State, clashes between the Myanmar military and Ethnic Armed Organizations (EAOs), especially with the Restoration Council of Shan State/Shan State Army (RCSS/SSA), led to the displacement of around 8,700 people throughout 2020. Namtu and Kyaukme townships registered the highest number of internal displaced persons, with 4,000 people displaced in Kyaukme in early October alone. Civilian casualties were reported in northern Shan State due to the armed clashes, as well as explosions of landmines and ERW. An estimated 9,700 IDPs remained in protracted displacement in sites in northern Shan State.

62. Despite a decrease in clashes between Myanmar military and the KIA in Kachin State since mid-2018, landmines and explosive hazards continue to pose a deadly risk to civilians.

Nearly 96,000 people remained in IDP camps established after fighting broke out in 2011, roughly 40,000 of whom are in areas controlled by non-state armed actors.

63. Access barriers remain in Kachin and northern Shan states for some 105,000 IDPs in protracted displacement and who continue to depend on humanitarian assistance to meet their basic needs. Of particular concern was the impact of COVID-19-induced restrictions on the Chinese border, which limited access to cross-border livelihoods and provision of food assistance to IDPs in NGCAs in Kachin State. Fear of the pandemic and shrinking livelihood opportunities resulted in increased IDP movements to and from their villages of origin, including to villages in militarized and/or contested areas where armed actors' positions and explosive remnants of war contamination risks remain.

64. Implementation of the National Strategy on the resettlement of internally displaced persons remained problematic. Concerns remained around the Government's approach of prioritizing quick, visible gains and infrastructure-oriented intervention, leading to the premature closure of camps and/or return of IDPs without guarantees of voluntariness, safety, and dignity. Humanitarian landmine-clearance has yet to be undertaken as mines continue to be used, and efforts to clear mines remain dependent on the fledgling peace process and stymied by trust issues between parties to the conflict. The 2012 Farmland Law links citizenship to the right to register and acquire the right to use farmland, while the revised 2018 Vacant, Fallow and Virgin Land Management Law classifies land not being used as vacant and available for grants of use rights to other parties – compromising the housing, land, and property (HLP) rights of stateless and displaced persons.

65. The Government's approach toward the closing the Kyauk Ta Lone IDP Camp in central Rakhine State demonstrates the gap between the principles set out in the National Strategy and facts on the ground. Concerns center around possible undue influence being exerted on affected communities – mostly Rohingya Muslims – to accept the relocation plan without safeguards of rights and pathways for freedom of movement. Occupants allegedly remain confined to their sites without freedom of movement to access education, markets, or health services, including shelter and Water, Sanitation, and Hygiene interventions requiring immediate interventions in some locations.

The right of return

66. In 2020, the actual movement of IDPs to their villages of origin remained, at best, modest. In fact, rather than returning to live, many were only able to try to verify that the village continued to exist or try to undertake livelihood activities. Clearing landmines, engaging in meaningful consultations with IDPs about their interests and needs, addressing land rights, and promoting access to basic services and livelihoods remain key unresolved issues. The Special Rapporteur notes that in November and December, Government officials reportedly took steps to encourage populations displaced during the Myanmar military-AA armed conflict in several townships throughout Rakhine State to consider returning to their places of origin. These IDPs remain concerned about the resumption of clashes, the possible presence of landmines, access to services, and other relevant issues.

67. In Kachin State and, to a lesser extent, in northern Shan State, IDP movements from areas of displacement have been driven by a combination of self-initiated returns or relocations, local civil and faith-based organizations, and/or EAO arranged interventions, as well as some local Government supported programmes. Displacement fatigue on the part of IDPs and host communities, capitalizing on modest opportunities for improvement, have reportedly motivated these efforts, even if the solutions have been less than ideal or more transitory in nature.

68. In northern Rakhine State, the right of refugees to return to their original places and recover their house, land, and property further deteriorated in 2020, with reports of bulldozing and the clearing of homes and land, encroachment and confiscation of the house plots/land left behind. Additionally, Rohingya villages were subjected to reclassification, in some cases being removed from official maps. As widely reported, including a report to the Human Rights Council by the Special Rapporteur, refugee land has been used by various actors for different purposes including the development of security compounds, government buildings,

and development projects in new villages/settlements. Moreover, an apparent shift in policy was observed since the escalation of the COVID-19 cases, as “spontaneous” refugee returnees from Bangladesh previously processed under the Union Enterprise for Humanitarian Assistance, Resettlement and Development framework and permitted to return to their original or other places, instead faced charges and were sentenced for illegal entry. On the Thailand-Myanmar border, more than 120,000 refugees remained stranded in camps and unable to return, which has been exacerbated by the resumption of armed conflict between the Myanmar military and the KNLA.

IV. Ending business and arms trade with the Military

Business with the Myanmar Military

69. The Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar (FFM) published its report on the economic interests of the Myanmar military to the Human Rights Council at its 42nd session in August 2019 (A/HRC/42/CRP.3). The FFM concluded that no business “should enter into an economic or financial relationship with the security forces of Myanmar, in particular the military, or any enterprise owned or controlled by them or their individual members, until and unless they are re-structured and transformed as recommended by the [FFM].”¹

70. The Special Rapporteur can report that following the publication of the 2019 report, several companies took steps to follow the recommendations laid out by the FFM. That said, many companies continued to conduct business with military-owned enterprises and the Special Rapporteur will subsequently report his findings. The Special Rapporteur is encouraged to see many companies re-examining their business relationships following the coup. See Annex IV for a list of actions companies have taken since the August 2019 FFM report.

71. Newtec, now ST Engineering, a Belgian satellite communications company, was one of the first businesses to cut ties following the FFM report. In 2018, it supplied equipment and technology to Mytel – a network operator jointly owned by MEC and Viettel (part of Vietnam’s Ministry of Defence) – through a deal with Com & Com to launch a mobile backhaul network. In August 2019, Newtec released a statement saying it would “follow the recommendations by the UN and stop commercial ties with Mytel” by refusing requests made by Com & Com to use Newtec products and services in the Mytel network.¹

72. Maersk (Denmark), the largest shipping company in the world, announced in October 2020 that it would no longer use TMT Port, which is owned by MEHL.¹ TMT Port is jointly managed by a British company, Portia Management Services, and domestic company, KT Services.¹ Portia Management Services stated in June 2020 that it had no plans to renew its contract with the port past its expiration in 2021.¹

73. In January 2020, Western Union (US) confirmed it would be ending its contract with Myawaddy Bank, which is owned by MEHL.¹

74. Kirin Holdings, which once controlled 80 percent of Myanmar’s beer market through its joint ventures with MEHL in Mandalay Brewery Ltd and Myanmar Brewery Ltd, began taking steps in line with the FFM’s recommendations in February 2020, when it announced it met with MEHL management to discuss the issues identified in the 2019 report and requested that MEHL provide updated details on its financial and governance structures.¹ In June 2020, Kirin appointed Deloitte Tohmatsu Financial Advisory LLC to conduct an independent review of said structures to determine the destination of profits from both joint ventures.¹ Kirin eventually suspended dividend payments from Myanmar Brewery and Mandalay Brewery to MEHL in November 2020, and on 5 February announced it would be ending the joint ventures with MEHL in light of the military coup.¹

75. Rothmans Myanmar Holdings Singapore (RMHS) is a joint venture partner with MEHL in Virginia Tobacco Co. Ltd., which produces the two most popular cigarette brands in Myanmar, Red Ruby and Premium Gold. RMHS announced in December 2020 that it would be taking legal action against MEHL for “oppressive treatment” and a failure to meet

its demands for greater transparency following the release of the 2019 report. Following the coup, RMHS major shareholder Lim Kaling announced he was exiting the joint venture.¹

Transfer of Arms to Myanmar Military

76. The FFM also called for sanctions and a comprehensive arms embargo on the Myanmar military (A/HRC/42/CRP.3). In June 2020, the Human Rights Council expressed deep concern that illicit arms transfers were seriously undermining human rights (A/HRC/43/26). Several nations prohibit the sale of weapons and military equipment to Myanmar, including dual-use goods. See appendix IV for a list of countries with arms embargoes against Myanmar, which includes the United States, United Kingdom, Australia, Canada, and European Union member states.

77. From the release of the FFM report up until January 2021, numerous reports highlighted that the Myanmar military continued to purchase military infrastructure and dual use technology, including cargo aircrafts, air defence systems, drones, and radar. Moreover, international businesses continued to purchase information and communications technology from Mytel, a company run by the Myanmar military.

78. The FFM report identified sixteen state-owned and private companies that sold conventional arms and related goods to the military and seven private companies from which the military bought or attempted to buy dual-use goods and technologies from. Only two of these companies, Dejero (Canada) and Jotron (Norway), reported taking action. Dejero confirmed its newsgathering equipment had been resold to a television network in Myanmar in both 2017 and 2018. Following the recommendations of the 2019 report, Dejero instructed the reseller in August 2019 to end such business.¹ Internal investigation at Jotron revealed their Singapore-based subsidiary delivered air traffic control communications equipment to Myanmar, following Singaporean guidelines that had no restrictions on supplying dual-use goods to Myanmar at the time. However, Jotron instructed all subsidiaries to follow the guidelines set by the Norwegian Department of Foreign Affairs (which lists Myanmar as a restricted zone) instead of local jurisdiction moving forward.¹

V. Ending Land and Labour Exploitation

Forced labour

79. Forced labour, the recruitment of children, and violence against workers continued to be reported during the reporting period. A significant rise was reported in both adults and children being forced to act as porters, guides, and human shields. In northeast Kachin and northern Shan states there were numerous reports of men and teenagers intercepted outside of the camps when returning home. Despite the commitment of the Myanmar military to engage with the Country Task Force on Monitoring and Reporting (CTFMR), the death of two boys in Buthidaung Township on 5 October demonstrated continued use of children. The Myanmar military denied any responsibility for the incident.¹

80. Myanmar military-owned business conglomerates, Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL) and Myanmar Economic Corporation (MEC), continued to be actively involved in business and commercial activities such as construction, mining, tourism, banking, pharmaceuticals, and insurance. After a long and devastating history of State-sponsored forced labour, the 2008 Constitution included a prohibition of forced labour in Article 359. However, the Article contains a broad provision allowing legal exception for the use of forced labor in cases of “duties assigned by the Union in accordance with the law in the interest of the public.” The constitution should be amended in order to bring it into conformity with the Forced Labour Convention, 1930 (No.29), which Myanmar ratified in 1955, and to strengthen parliamentary oversight functions relating to forced labour.¹

81. In June 2020, Myanmar ratified the Minimum Age Convention of 1973 (138). This represents a significant step forward for children, particularly in the midst of the COVID-19 pandemic. Child labour severely impairs the health, well-being, and development of an

estimated 1.13 million children across the country. The Special Rapporteur echoes the need to adopt the ILO recommended hazardous work list along with enabling regulation, to prevent the worst forms of child labour. The Special Rapporteur notes that the National Forced Labour Complaints Mechanism Committee in Nay Pyi Taw continued to work on institution building and pending cases following its establishment in February 2020. He calls for a credible national mechanism in line with the comments by ILO supervisory bodies.

Development projects, forced evictions and land grabbing

82. There were reports of forced eviction and land grabbing that were allegedly used by the government and Myanmar military to expand development projects in Myanmar in violation of the rights of individual landowners and tenancy holders. The majority of residents in informal settlements endure tenuous forms of tenure security and the pervasive threat of evictions. Land confiscation, proliferating commercial/foreign agri-business investments, and landmine contamination further impact the ability of displaced persons to return to areas of origin and reacquire use of their land.

83. In May 2020, UN-Habitat published its rapid assessment of the impact of COVID-19 on informal settlements and found that 53 percent of respondents were afraid of being evicted from their homes during the pandemic.¹ More women respondents reported eviction-related insecurity (57 percent) compared to men (49 percent). COVID-19 has brought a renewed threat of mass eviction to informal settlements, which compounds the increasing number of reports of domestic violence during lockdown and susceptibility to infection. Evictions or the threat of evictions have been related to a range of negative health outcomes, including high blood-pressure, depression, anxiety, and forms of psychological distress.

VI. Conclusion and Recommendations

Conclusion

84. **These recommendations remain relevant when democracy is restored in Myanmar and the Special Rapporteur includes them herein.**

85. **This annex demonstrates that even prior to the military coup, the Myanmar government and military violated people's rights to freedom of expression, assembly and association, and right to life, liberty, and security of person. Individuals were disenfranchised because of their ethnicity and unable to attain citizenship. Myanmar security forces engaged in arbitrary arrests, torture, and enforced disappearance just as in post-coup Myanmar. The next democratically elected government must address these glaring violations of human rights.**

Recommendations

86. **The Special Rapporteur's recommendations after the restoration of a legitimate government include:**

(a) **Initiate a process to consider fundamental changes to the constitution whereby the military is fully accountable to a legitimate democratically elected government;**

(b) **Ensure the rights to freedom of opinion and expression, peaceful assembly and association, and repeal any law that criminalizes or unduly restricts their enjoyment, online or offline, or that is used as an instrument of repression, including against land and environmental activists, artists, journalists, human rights defenders, civil servants, civil society organizations, ethnic nationalities, and displaced people. Suspend the enforcement of these laws until they can be stricken;**

(c) **Protect the right to information to ensure rapid and practical access to information of public interest;**

- (d) Urgently address the situation of armed conflict in various parts of Myanmar by ensuring a continuation of formal and informal ceasefire agreements, ending armed conflict with Ethnic Armed Organizations, taking all possible measures to avoid civilian casualties and cease the use of, and damage to, homes, schools, and religious facilities;
- (e) Address the unresolved issues involving ethnic minority states and communities including justice for the Rohingya ethnic community;
- (f) Ensure full cooperation with the proceedings at the International Court of Justice and other justice initiatives by international and domestic courts or tribunals, including the Office of the Prosecutor at the International Criminal Court, to address allegations of gross violations of international human rights and humanitarian law;
- (g) Lift all restrictions arbitrarily imposed and enforced on Rohingya that, taken as a whole, create conditions that are destructive to the Rohingya, including, but not limited to, restrictions on freedom of movement, health, education, livelihoods, and equal access to citizenship;
- (h) Invite the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights to open an office in Myanmar with a broad mandate to monitor and investigate human rights violations and to provide technical support as needed;
- (i) Welcome the UN Special Rapporteur on the situation of human rights into the country, providing full cooperation and unfettered access;
- (j) Engage with persons with disabilities and organizations of persons with disabilities to fully implement the Law on the Rights of Persons with Disabilities that provides the legal framework for implementing the Convention on the Rights of Persons with Disabilities;
- (k) Ensure that the use of information technology that includes biometric data to register citizens for elections, and the use of new voting technologies, are established by law and in accordance with international standards, including the principle of non-discrimination, the right to privacy, and the rights of ethnic nationalities;
- (l) Develop a legal framework required to ensure data protection through a transparent, inclusive, and participatory consultative process with all stakeholders;
- (m) Restore full Internet and mobile connectivity in Rakhine and Chin states, repeal provisions in the 2013 Telecommunications Law that allow for arbitrary disconnection, and ensure its compliance with international law;
- (n) Undertake broad and comprehensive legal reform of laws and provisions that unduly restrict and criminalize legitimate activity, such as the Penal Code, the Official Secrets Act, the Unlawful Associations Act, the Telecommunications Law, the Law on Protecting the Privacy and Security of Citizens, the Electronic Transactions Law, the Counter-Terrorism Law, and the News Media Law;
- (o) Urgently amend the Penal Code to include a definition of torture, violence against women and other forms of sexual and gender-based violence, and of serious international crimes, including genocide, crimes against humanity, and war crimes, and include provisions for compensation and redress for victims, and for protection of witnesses;
- (p) Adopt legislation on the Prevention of Violence Against Women that covers conflict-related violence and accords adequate support to victims and witnesses. Amend or repeal laws that are not compatible with the Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination Against Women, including with regard to gender stereotypes inconsistent with the promotion and protection of women's rights to equality and non-discrimination. Take decisive steps to put an end to conflict-related sexual violence, including violations committed by the Myanmar military and Ethnic Armed Organizations, and develop policy measures to expressly prohibit rape and other forms of sexual violence, and to bring perpetrators to justice through fair trials;

(q) Ensure that freedom of religion and belief can be exercised and guarantee that any advocacy for or incitement to hatred and violence is effectively addressed and countered, including in print, broadcast, and social media, in line with Human Rights Council resolution 16/18 and the Rabat Plan of Action. Publicly counter dangerous nationalist and populist narratives and actively promote pluralism, tolerance, and inclusion;

(r) Permanently end the persecution of journalists, human rights defenders, or others who exercise their right to freedom of expression and release all persons held in detention for legitimate activities. Dismiss all politically motivated charges that contravene human rights, including the rights to freedom of expression, peaceful assembly, and association. Ensure that redress is provided for any psychological or physical harm caused to them;

(s) End arbitrary detention, including incommunicado detention, of people suspected of being associates of Ethnic Armed Organizations and ensure the right to a fair trial and judicial guarantees in all cases. Address torture or ill-treatment in prisons and detention settings and undertake independent and impartial investigations into any allegations of torture, ill-treatment, and deaths in custody, including those during the riot in Shwebo prison in May 2020;

(t) Take decisive steps to improve and strengthen the justice system, including by countering political influence and corruption in the judiciary, guaranteeing civilian jurisdiction over crimes committed by the military and related personnel, and guaranteeing the independence of judges and prosecutors. Undertake reforms to strengthen justice-sector capacity and guarantee full access to justice and legal aid for all people, including ethnic nationalities; and

(u) Implement the recommendations of the Subcommittee on Accreditation of the Global Alliance of National Human Rights Institutions, and amend the founding law of the Myanmar National Human Rights Commission to bring it in line with the Paris Principles.

87. The Special Rapporteur recommends the Government of Myanmar and Ethnic Armed Organizations:

(a) Cease deployment of military forces to contested areas and observe a nation-wide ceasefire;

(b) End violations against civilians, including targeted and indiscriminate killings, rape, arson, forced displacement, forced labour, and damage to civilian objects and non-military targets;

(c) Guarantee full access to humanitarian actors providing lifesaving support to people in need; establish a more predictable and efficient Travel Authorization mechanism for humanitarian aid workers; and allow for media and human rights monitors to freely access areas affected by conflict and violence and report on their findings; and

(d) Immediately stop laying landmines, ratify the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on Their Destruction, clear landmines and unexploded ordnances from contaminated areas in accordance with international mine action standards, properly mark and fence contaminated areas prior to clearance activities, and carry out systematic mine-risk and education activities, and permit humanitarian mine-action organizations to engage in mine clearance activities.

Appendix I

Non-exhaustive list of international companies disengaging from Myanmar military-affiliated entities following the Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar's August 2019 report (Aug. 2019–Jan. 2021)

<i>No.</i>	<i>Company</i>	<i>Country</i>	<i>Background</i>	<i>Action</i>	<i>Date</i>
1	Dejero	Canada	According to FFM, the Tatmadaw procured dual-use Dejero data streaming equipment. Dejero confirmed its equipment was resold to a Myanmar “television network” in 2017 and 2018.	Instructed the reseller to suspend further sales of their products to Myanmar. ¹	August 2019
2	Esprit Holdings	Hong Kong, China, Germany	Ordered from Perfect Gains Garment Manufacturing, a factory inside Ngwe Pinlae Industrial Zone that is owned by MEHL.	Halted all future orders made to the factory. ²	August 2019
3	Jotron	Norway	According to FFM, Jotron supplied nearly US \$45,000 in air traffic control communications equipment to the Tatmadaw. Jotron confirmed its Singapore-based subsidiary delivered the equipment to Myanmar.	Instructed its subsidiaries to comply with guidelines set by the Norwegian Dept of Foreign Affairs (Myanmar is under an arms embargo) instead of local jurisdiction. ³	February 2020
4	Kirin Holdings	Japan	Operated joint ventures Mandalay Brewery Ltd and Myanmar Brewery Ltd with MEHL; partner companies of Myanmar Brewery donated Ks 17.9 million (US \$12,785) to the Tatmadaw.	Appointed Deloitte to conduct review of joint ventures to determine destination of their profits; suspended dividend payments; announced ending on 5 February. ⁴	June 2020
5	LafargeHolcim	France, Switzerland	Lafarge (now LafargeHolcim)’s cement repacking subsidiary had leadership links with SinMinn Cement, an MEHL subsidiary.	Liquidated subsidiary. ⁵	July 2020
6	Maersk	Denmark	Used TMT Port, which is owned by MEHL and managed by a subsidiary of crony conglomerate KT Group of Companies.	Announced it will no longer use TMT Port. ⁶	October 2020

No.	Company	Country	Background	Action	Date
7	Marks & Spencer	United Kingdom	Used Myanmar Wise-Pacific Yangon Co., an MEHL joint venture, as a supplier.	No longer sources from Wise-Pacific. ⁷	August 2019
8	Newtec (ST Engineering)	Belgium	Supplied equipment and technology to Mytel through a contract with Com & Com.	Announced it would stop all commercial ties with Mytel and refuse requests made by Com & Com to use Newtec products in the Mytel network. ⁸	August 2019
9	Pan-Pacific	South Korea	Joint venture Myanmar Wise-Pacific Yangon Co. with MEHL.	MWY was renamed to EO Yangon Co. Ltd. and MEHL is no longer a joint venture partner. EO Yangon is now wholly owned by EO Co. Ltd. ⁹	September 2020
	Portia Management Services	United Kingdom	Operated TMT Port in Yangon jointly with crony company KT Services. The port is owned by the military controlled Myanmar Economic Holdings Ltd.	Decided to not renew contract with KT Group (set to expire in 2021). ¹¹	June 2020
11	Rothmans Myanmar Holdings Singapore	Singapore	Joint venture Virginia Tobacco Co. Ltd. with MEHL.	Taking legal action against MEHL for failure to meet demands for greater transparency following FFM report.	December 2020
12	Western Union	United States	Contract with Myawaddy Bank, which is owned by MEHL.	Ended contract with Myawaddy Bank.	January 2020

¹ “Response by Dejero,” Business & Human Rights Resource Centre, 16 February 2020, <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/response-by-dejero/>.

² “Fashion brands rethink Myanmar position after report on military ties,” *Nikkei Asia*, 26 August 2019, <https://asia.nikkei.com/Business/Business-trends/Fashion-brands-rethink-Myanmar-position-after-report-on-military-ties>.

³ “Response by Jotron,” Business & Human Rights Resource Centre, 16 February 2020, <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/response-by-jotron/>.

⁴ “Progress Report Regarding Kirin’s Operations in Myanmar,” Kirin Holdings, 5 June 2020, https://www.kirinholdings.co.jp/english/news/2020/0605_01.html.

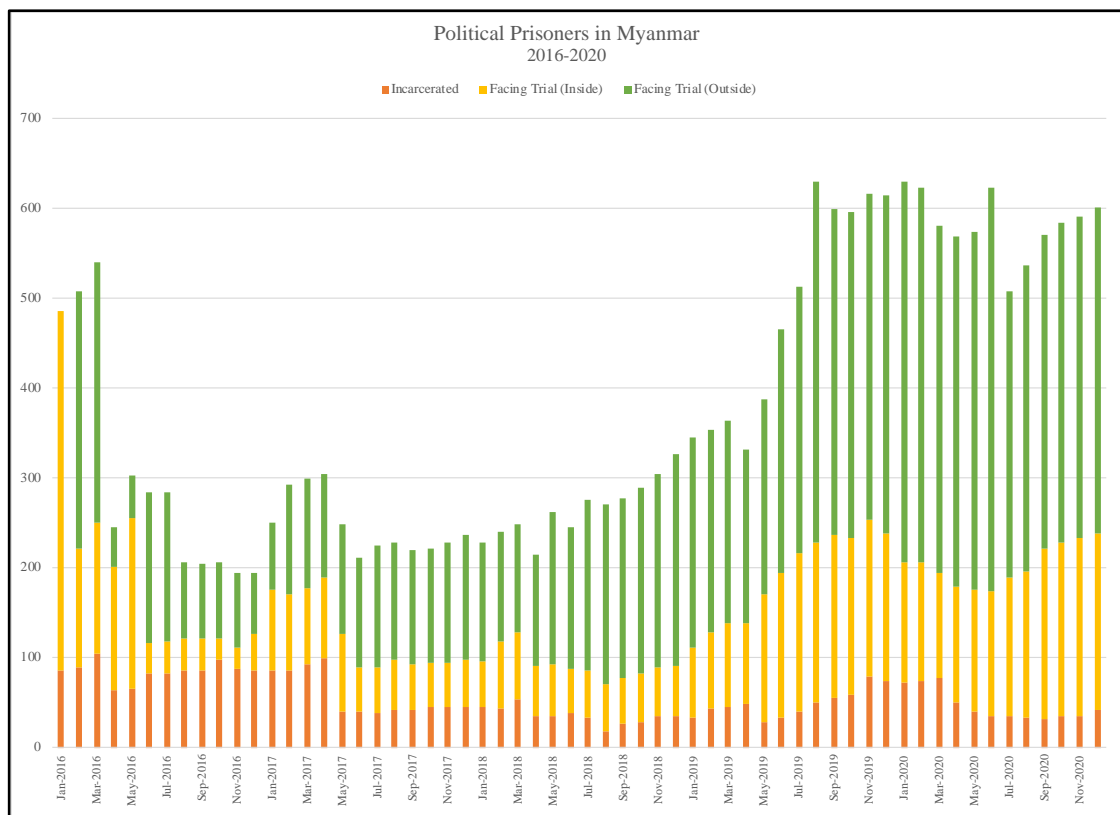
⁵ “LafargeHolcim to shut down company in Myanmar,” Global Cement, 28 July 2020, <https://www.globalcement.com/news/item/11133-lafargeholcim-to-shut-down-company-in->

myanmar.

- ⁶ “Shipping Giant Maersk To Stop Using Military Ports in Burma,” Burma Campaign UK, 8 October 2020, <https://burmacampaign.org.uk/shipping-giant-maersk-to-stop-using-military-ports-in-burma/>.
- ⁷ “Fashion brands rethink Myanmar position after report on military ties,” *Nikkei Asia*, 26 August 2019, <https://asia.nikkei.com/Business/Business-trends/Fashion-brands-rethink-Myanmar-position-after-report-on-military-ties>.
- ⁸ “Newtec Statement on the Findings of The International Fact-Finding Mission on Myanmar,” Burma Campaign UK, 6 August 2019, <https://burmacampaign.org.uk/media/Newtec-Statement-on-the-findings-of-the-Independent-International-Fact-Finding-Mission-on-Myanmar.pdf>.
- ⁹ “EO Yangon Co. Ltd. Statement,” Justice For Myanmar, 1 March 2020, https://uploads-ssl.webflow.com/5e691d0b7de02f1fd6919876/603c5afb875cc7c8e02cbd3a_EO%20Yangon.png.
- ¹⁰ “British Company Portia to Stop Managing Military Port in Yangon,” Burma Campaign UK, 23 July 2020, <https://burmacampaign.org.uk/british-company-portia-to-stop-managing-military-port-in-yangon/>.

Appendix II

Political Prisoners in Myanmar, January 2016-December 2020¹



¹ AAPP Political Prisoner Lists, Assistance Association for Political Prisoners (Burma), January 2016 to December 2020, <https://aappb.org/?cat=105>.

Appendix III

Reported killings and serious injuries of Rohingya civilians (January 2020–January 2021)*

Targeted killings

<i>Date</i>	<i>Type</i>	<i>Summary</i>	<i>Civilians killed</i>	<i>Civilians injured</i>	<i>Alleged perpetrator</i>	<i>State/Township</i>
18 February 2020	Execution	A Rohingya civilian was executed by an identified armed group.	1	-	Other armed groups	Rakhine State/Mrauk-U
29 February 2020	Small arm fire	The Arakan Army ambushed a convoy of 18 Myanmar military vehicles near the village which led to a clash. Afterwards, the Myanmar military fired into a nearby Rohingya village for an hour and a half, killing six Rohingya civilians.	6	-	Myanmar military	Rakhine State/Mrauk-U
2 August 2020	Execution	The Myanmar police shot two Rohingya civilians. One died and another was injured.	1	1	Police	Rakhine State/Sittwe
5 October 2020	Execution	The Myanmar military entered into two adjoining villages and detained 14 villagers to be porters and guides. Some of those detained were Rohingya cattle herders. The detainees fled and one person was injured. 12 villagers out of 14 detained villagers returned to the village. Two missing civilians were found dead with gun wounds on the next day, having been used by the Myanmar military as “human shields.”	2	1	Myanmar military	Rakhine State/Buthidaung
5 October 2020	Execution	On 5 October 2020, in Minbya Township the Myanmar military shot three Rohingya civilians to death.	3	-	Myanmar military	Rakhine State/Minhya
9 October 2020	Execution	A Rohingya civilian was detained by the Myanmar military in Maungdaw township and later died in custody.	1	-	Myanmar military	Rakhine State/Maungdaw
11 January 2021	Execution	A Rohingya civilian went to the paddy fields at the night. His body was found the following day having been killed by an identified armed group.	1	-	Other armed groups	Rakhine State/Minbya

* Non exhaustive.

** Total: 33 killed, including 15 children and 3 women, and 38 injured.

Civilian Casualties

<i>Date</i>	<i>Type</i>	<i>Summary</i>	<i>Civilians killed</i>	<i>Civilians injured</i>	<i>Alleged perpetrator</i>	<i>State/Township</i>
25 January 2020	Shelling	An artillery shell landed in a bed of a house and killed two Rohingya civilians and injured 7 others.	2	7	Myanmar military	Rakhine State/Buthidaung
10 February 2020	Landmine/UXO	On 10 February, four Rohingya civilians were killed and six were injured in Buthidaung township as a result of a landmine/UXO.	4	6	Unidentified	Rakhine State/Buthidaung
10 February 2020	Shelling	A Rohingya civilian was killed and three were injured by an artillery shell fired from the Myanmar military navy ship on Kaladan river.	1	3	Myanmar military	Rakhine State/Kyauktaw
12 February 2020	Shelling	An artillery shell landed into a house killing three Rohingya civilians and injuring two others. Relatives of the victims state that the artillery shell came from a security outpost where Myanmar military border guard forces are stationed.	3	2	Myanmar military	Rakhine State/Buthidaung
18 February 2020	Landmine/UXO	A Rohingya civilian was killed by a landmine blast.	1	2	Unidentified	Rakhine State/Buthidaung
26 February 2020	Small arm fire/Landmine/UXO	A Rohingya civilian who was tending the cows near a border police checkpoint was hit by stray pieces of artillery shell and killed. However, it was unclear whether he was hit and killed by the artillery shell or he stepped on a landmine and the explosion killed him.	1	-	Myanmar military	Rakhine State/Buthidaung
6 March 2020	Landmine/UXO	A landmine exploded while five Rohingya civilians were herding livestock in a pasture near the village. One was killed, four others were injured.	1	4	Unidentified	Rakhine State/Mrauk-U
9 March 2020	Landmine/UXO	A mine killed one Rohingya civilian and injured five others.	1	5	Unidentified	Rakhine State/Mrauk-U
10 March 2020	Landmine/UXO	A landmine went off as two Rohingya civilians were herding cattle. One died on the way to the hospital.	1	-	Unidentified	Rakhine State/Rathedaung

<i>Date</i>	<i>Type</i>	<i>Summary</i>	<i>Civilians killed</i>	<i>Civilians injured</i>	<i>Alleged perpetrator</i>	<i>State/Township</i>
22 April 2020	Small arm fire	A Rohingya civilian was killed in a crossfire between the Arakan Army and the Myanmar military. Six others were injured.	1	6	Unidentified	Rakhine State/Minbya
12 May 2020	Landmine/ UXO	A landmine explosion killed two Rohingya civilians and injured one.	2	1	Unidentified	Rakhine State/Buthidaung

Appendix IV

Countries with arms embargoes against Myanmar

<i>No.</i>	<i>Country</i>	<i>Description</i>
1	Albania	Aligned with EU sanctions and embargo.
2	Armenia	Aligned with EU sanctions and embargo.
3	Australia	Australia bans the direct or indirect sale or transfer of arms and related materials, as well as the provision of services related to the supply, manufacture, maintenance, or use of arms and related material under the Autonomous Sanctions Regulations of 2011. ¹
4	Bosnia and Herzegovina	Aligned with EU sanctions and embargo.
5	Canada	Since 2007, Canada has imposed an arms embargo, which includes the prohibition of exporting or importing arms and related material, or related technical and financial assistance, to and from Myanmar, under the Special Economic Measures Act. ²
	European Union	The EU has maintained an embargo on arms, munitions, and military equipment since 1991. ³ In recent years, the EU has expanded the embargo to include an export ban on dual-use goods, monitoring communications equipment, and prohibitions on military training and cooperation. ⁴
6	Austria	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
7	Belgium	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
8	Bulgaria	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
9	Croatia	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
10	Cyprus	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
11	Czech Republic	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
12	Denmark	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
13	Estonia	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
14	Finland	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
15	France	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
16	Germany	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
17	Greece	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
18	Hungary	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
19	Ireland	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
20	Italy	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
21	Latvia	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
22	Lithuania	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
23	Luxembourg	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
24	Malta	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
25	Netherlands	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
26	Poland	EU member state – sanctions, arms embargo applies.

<i>No.</i>	<i>Country</i>	<i>Description</i>
27	Portugal	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
28	Romania	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
29	Slovakia	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
30	Slovenia	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
31	Spain	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
32	Sweden	EU member state – sanctions, arms embargo applies.
33	Iceland	Aligned with EU sanctions and embargo.
34	Liechtenstein	Aligned with EU sanctions and embargo.
35	Moldova	Aligned with EU sanctions and embargo.
36	Montenegro	Aligned with EU sanctions and embargo.
37	North Macedonia	Aligned with EU sanctions and embargo.
38	Norway	Aligned with EU sanctions and embargo.
39	Switzerland	Aligned with EU sanctions and embargo. ⁵
40	United Kingdom	Following its exit from the EU, the UK adopted various restrictions on the trade of military and dual-use goods as well as prohibitions on the provision of monitoring communications equipment and military-related services to Myanmar. These regulations under the Burma (Sanctions) (EU Exit) Regulations 2019 work to the same effect as the current EU sanctions and regulations on military goods. ⁶
41	United States	On June 9, 1993, the United States issued Public Notice 1820 suspending all export licenses and other approvals to export or otherwise transfer defense articles or defense services to Burma, and since 1999, the US has designated Myanmar as a “Country of Particular Concern” under the International Religious Freedom Act of 1998, enacting the arms embargo in 22 CFR 126.1(a). ⁷

¹ “Sanctions Regimes: Myanmar,” Government of Australia, <https://dfat.gov.au/international-relations/security/sanctions/sanctions-regimes/Pages/myanmar.aspx>.

² “Canadian Sanctions Related to Myanmar,” Government of Canada, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/sanctions/myanmar.aspx?lang=eng.

³ Declaration by the General Affairs Council, July 29, 1991.

⁴ Council Decision (CFSP) 2020/563 of 23 April 2020 amending Decision 2013/184/CFSP concerning restrictive measures against Myanmar/Burma, <https://eur-lex.europa.eu/eli/dec/2020/563/oj>; “Declaration by the High Representative on behalf of the EU on the alignment of certain countries concerning restrictive measures against Myanmar/Burma,” European Council, 18 May 2020, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/05/18/declaration-by-the-high-representative-on-behalf-of-the-eu-on-the-alignment-of-certain-countries-concerning-restrictive-measures-against-myanmar-burma/>.

⁵ “Mesures à l’encontre du Myanmar (ex-Birmanie),” Secrétariat d’Etat à l’économie SECO, 17 October 2018, https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/exportkontrollen-und-sanktionen/sanktionen-embargos/sanktionsmassnahmen/massnahmen-gegenueber-myanmar--burma-.html.

⁶ The Burma (Sanctions) (EU Exit) Regulations 2019, <https://www.legislation.gov.uk/uksi/2019/136/contents/made>.

⁷ United States, Code of Federal Regulations, Title 22 §126.1, https://www.ecfr.gov/cgi-bin/text-idx?node=22:1.0.1.13.63&rgn=div5#se22.1.126_11.